

ERRANCE ET MARGINALITÉS

- 6 Les trois temps de la rue :
tomber, survivre, s'en sortir

SE RETROUVER À LA RUE

- 9 Qui sont les « jeunes en errance » ?
16 Histoire : misère, pauvreté et assistance
à Rennes avant l'ère industrielle
21 Chiffres : qui sont les personnes à la rue ?

SURVIVRE DANS LA RUE

- 23 « La rue rend fou »
27 Géographie de l'errance rennaise
33 « La mise à l'abri ne suffit pas ! »
35 De l'humain dans les marges
37 Ces objets qui content de petits riens
41 Le Fourneau réchauffe les solitudes
44 Sur les pas d'un invisible

S'EN SORTIR

- 49 Sortir de la rue, mode d'emploi(s)
51 Compagnons d'Emmaüs,
recycleurs de révolte et d'espoir
57 Le Foyer Saint-Benoît Labre se construit un avenir
60 Georges Fortuna : ancien raveur, sculpteur de rêves
63 Où sont les marges dans une ville archipel ?
67 Anciens de la rue : de l'autre côté de la barrière

LES DOSSIER

LES TROIS TEMPS DE LA RUE

Tomber, survivre, s'en sortir

RÉSUMÉ > *La question des marges interpelle et dérange nos sociétés contemporaines. À Rennes comme dans toutes les grandes villes, les personnes à la rue interrogent notre capacité à « faire société ». Quelles sont les causes de ce phénomène ? Comment vit-on – ou survit-on – dans la rue ? Quelles formes de solidarités peut-on mobiliser pour s'en sortir ? Autant de questions qui alimentent ce dossier, où l'analyse sociologique et historique se double d'une enquête sur le terrain*



TEXTE > **XAVIER DEBONTRIDE**

Pourquoi parler des marges ? Et comment ? L'idée de ce dossier est née d'un constat partagé par plusieurs membres du comité de rédaction de *Place Publique Rennes*. Il suffit de déambuler dans nos rues pour être interpellé, voire choqué, par la présence de marginaux, de sans abris. Que nous disent-ils de la ville ? Quelle image nous renvoient-ils de notre capacité à « faire société » ? Dans l'imaginaire collectif, dès que l'on parle des marges et des sans-domicile fixe (SDF), la silhouette du « punk à chiens » s'impose. Figure emblématique de la personne à la rue, avec ses codes vestimentaires et son mode de vie en rupture, ce jeune marginal a détrôné depuis longtemps l'image du clochard à la barbe fleurie qui faisait partie du paysage urbain jusqu'à la fin des années 80. Il ne saurait pourtant résumer à lui seul les parcours complexes de

l'errance. Car les raisons qui conduisent à la rue sont multiples, les manières d'y survivre également. C'est ce que montre notre enquête, qui entend dépasser les idées reçues. À Rennes, il existe une tradition d'accueil et d'accompagnement de ces personnes en marge qui explique peut-être que la capitale bretonne figure en bonne place sur leurs itinéraires.

1

Ruptures et décrochages

Si la rue peut parfois exercer une fascination romantique sur des jeunes en mal de repères (et singulièrement des jeunes femmes), les itinéraires qui conduisent à la précarité et à l'errance obéissent le plus souvent à des ressorts très classiques. Les ruptures affectives et sociales apparaissent dans la plupart des cas comme le principal facteur déclencheur. Les éducateurs de rue et les sociologues rencontrés pour ce dossier décrivent bien les décrochages successifs qui conduisent à la rue. Enfances meurtries, placements en familles d'accueil ou en institutions spécialisées, carences affectives : souvent les mêmes mots – et les mêmes maux – reviennent pour décrire les parcours des SDF. La rue apparaît alors comme un refuge, un mode de vie apportant son lot de solidarités, selon des codes différents de ceux en vigueur dans la société traditionnelle. Rennes, porte d'entrée de la Bretagne, représente souvent une halte sur le chemin des festivals ou des grands rassemblements de jeunes. Certains ne font que s'y arrêter avant de reprendre « la route », d'autres s'y fixent plus ou moins longtemps. Ils savent en effet qu'ils pourront compter sur des réseaux d'accueil structurés. C'est ce qu'explique Cécile Rothé, ingénieure de recherche



RICHARD VOLANTE

Retrouvez les photos de Richard Volante dans le portfolio page 72, consacré à l'accueil d'urgence du Foyer Saint-Benoit Labre.

à l'EHESP de Rennes, et spécialiste de ces jeunes en errance. À cet égard, il est intéressant de constater qu'en ce début de 21^e siècle, les lieux des marginalités rennaises et de l'aide qui leur est apportée recourent pour partie ceux rencontrés aux siècles précédents, comme le rappelle l'historienne Sophie Reculin.

2 En mode survie

Vivre à la rue ? Survivre, plutôt. Sans ressources déclarées, les personnes en errance doivent développer toute une organisation de substitution fondée sur la solidarité et le collectif. La « manche », souvent considérée comme un véritable travail, avec ses codes, ses lieux et ses techniques, rythme les journées, entre les déplacements – à pied

– d'un lieu d'accueil à un autre. Sans parler des appels quasi-quotidiens au 115, qui aboutissent souvent à une fin de non-recevoir, faute de places d'hébergement d'urgence en nombre suffisant sur le territoire.

Cette « errance » au sens propre du terme conduit les sans domicile fixe à adopter des itinéraires bien balisés sur l'espace public, jalonnés de rencontres, de points de ralliements et de lieux d'entraide. C'est ce que décrit de l'intérieur Bertrand Poënces, éducateur de rue dans le centre-ville. Évidemment, ces modes de vie déstructurés limitent la capacité à se projeter dans la durée et cette désocialisation s'accompagne souvent de troubles sanitaires et psychologiques importants, dont il faut tenir compte. Car « la rue rend fou ! », explique le psychiatre Philippe Le Ferrand, qui travaille avec les populations en errance. D'autant qu'avec la crise économique et les tensions géopolitiques, de nouveaux venus rejoignent la cohorte des sans abris : migrants, familles fuyant les conflits d'Europe orientale, d'Afrique ou de Syrie. Nous avons rencontré l'un d'entre eux, jeune Afghan en errance depuis deux ans à Rennes. Il nous explique son quotidien, ou le mot projet n'a guère de sens.

3

Construire la vie d'après

Et pourtant, la rue n'est pas une fatalité. Il est possible d'en sortir, de rêver à un après. Pour s'en convaincre, il suffit d'aller à la rencontre d'anciens SDF, qui racontent leurs années de galère, les mains tendues et leur volonté de rompre avec un mode de vie souvent destructeur. Mais aussi d'écouter les professionnels engagés au sein du dispositif Sortir de la rue, qui travaillent simultanément sur la recherche d'une solution d'hébergement durable et d'une formation permettant d'accéder à l'emploi. Ou encore, de découvrir les projets ambitieux de l'Association Saint-Benoit Labre, qui va construire une résidence sociale pour accueillir ceux qui sont en train de reprendre pied. Autant d'initiatives, souvent discrètes, mais essentielles, qui permettent à nos villes de redevenir « incluantes », en acceptant d'y accueillir des marges trop souvent reléguées aux lisières de nos mauvaises consciences. ■



**SE RETROUVER
À LA RUE**

SOCIOLOGIE

Qui sont les « jeunes en errance » ?

RÉSUMÉ > *Apparu au milieu des années 1990, le concept d'errance sociale est souvent utilisé pour désigner les jeunes de la rue. Il recouvre toutefois des réalités différentes et multiformes, qu'il convient de décrire afin de mieux comprendre ce phénomène complexe. À Rennes, celui-ci s'est cristallisé autour des jeunes attirés par les transhumances festivalières. Mais l'errance juvénile ne se résume pas à l'image familière et un peu inquiétante du « punk à chiens ».*



CÉLINE ROTHÉ est ingénieure de recherche au sein de la Chaire Social Care : « Lien social et santé » de l'École des hautes études en santé publique (EHESP), à Rennes. Les éléments présentés ici sont tirés d'une recherche menée auprès de jeunes de la rue, également nommés « jeunes en errance », et de professionnels à leur contact dans les structures de l'urgence sociale.



TEXTE > **CÉLINE ROTHÉ**

Suite à la succession d'« arrêts anti-mendicité » durant les étés 1995 et 1996 dans les villes touristiques du sud et de l'ouest de la France, une polémique se fait jour, notamment autour de la population, essentiellement jeune, visée par ces arrêts. En réponse à la controverse soulevée par un tel traitement de la mendicité, des rapports publics et professionnels fleurissent entre 1995 et 2000, traitant du phénomène de l'« errance des jeunes », encore appelée « errance estivale » (Vidal-Naquet, 2000¹) ou « errance festivalière » (Chobeaux, 1995). L'un des premiers, le rapport de Bernard Quaretta intitulé « Face à l'errance et à l'urgence sociale » paraît en novembre 1995 suite à une commande de Xavier Emmanuelli, alors Secrétaire d'État chargé de l'action humanitaire d'urgence². Au travers de la description qu'il fait de l'errance sociale, ce document pose les contours d'une nouvelle population probléma-

¹ Vidal-Naquet P.-A., avec la collaboration de Laval C. (2000), *Sur les chemins de l'errance estivale*, ministère de l'emploi et de la solidarité, Ministère de l'emploi et de la solidarité, (diffusion DGAS).

² Chobeaux F. (1995), *Jeunes en errance et hébergements festivaliers : compte rendu de recherche action*, rapport au Ministère de la jeunesse et des sports et à la Délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie.



Tout comme les « apaches » et les « blousons noirs » à leur époque, les « jeunes en errance » sont l'allégorie du sentiment d'une époque sur sa jeunesse.



RICHARD VOLANTE

³ Quaretta B. (1995), Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'action humanitaire d'urgence, *Face à l'errance et à l'urgence sociale*, Paris, La documentation Française.

tique pour l'action publique, qui nécessite des réponses urgentes, les « jeunes en errance », et il est marquant de noter qu'à ce moment, parmi « le peuple des errants », seuls les jeunes sont désignés comme dangereux. À partir de ce rapport, les représentations qui entourent la figure de l'errance juvénile évolueront au fil du temps et contribueront à entériner une vision fortement ambivalente du phénomène, tour à tour répressive et compassionnelle.

« Jeunes en errance », « punks à chiens », « zonards », « jeunes à la rue », depuis ces premiers rapports, un certain nombre d'expressions très imagées circulent pour désigner des jeunes aux comportements socialement dérangeants. Tout comme les « apaches » et les « blousons noirs » à leur époque, les « jeunes en errance » sont l'allégorie du sentiment d'une époque sur sa jeunesse. À la fois dangereuse et en danger, difficilement captive et

porteuse d'un enjeu majeur : l'avenir de la société, cette jeunesse qui prend tous les risques effraie et interroge, non seulement le travail social, mais le passant, les commerçants, les habitants des centres-villes, le pouvoir politique.

Territoire urbain facilitateur

À Rennes, ils sont très visibles ces jeunes qui investissent l'espace public, au gré des modifications architecturales qui déplacent leurs rassemblements selon les exigences urbanistiques et politiques. Historiquement, ceux qui se sont fait appeler les « jeunes en errance » ont vu leur existence collective se structurer autour des grands festivals musicaux de l'ouest de la France. Rennes a fait partie de ces villes festivières et attractives, et elle a su développer une politique sociale d'accueil et de prise en charge des personnes sans abri la rendant « attractive » aux yeux d'un certain nombre de « routards ». Ils s'y arrêtent, y font leurs papiers, bénéficiant des supports et des aides à disposition. À Rennes, leur présence est habituelle et leurs déambulations font partie du paysage urbain, comme dans un certain nombre de villes qui tolèrent leur présence. Très rapidement ainsi, l'errance se fait sédentaire et les jeunes s'enracinent dans un territoire urbain facilitateur. De ce fait, les « jeunes en errance » ont finalement fini par désigner tous ces « errants festivaux » qui se sont arrêtés dans une ville, avec les plus grandes difficultés pour en repartir.

Désignés publiquement comme déviant à la norme, ces jeunes qui ne parviennent pas à s'insérer occupent ostensiblement les centres urbains. Ils adoptent une attitude provocatrice qui semble dire « no future », à l'instar des mouvements punk, sans pour autant se prévaloir d'un discours politique collectif. À l'inverse de ce que leur présence, parfois massive, peut laisser penser, ces jeunes évoluent de manière très individuelle dans la rue. De fait, leur présence dans les centres-villes est une mise en scène, empruntant aux courants underground, politique et artistique, et leurs modes de vie se rapprochent de ceux de certains milieux contestataires (squat, récup, etc). Pourtant, ces logiques n'ont que l'apparence de la contestation et ont perdu leur portée collective. S'ils vivent en squat, ce sont des squats de misère et la revendication de pratiques alternatives au travail et à la norme sociale viennent finalement légitimer une posture socialement discréditée.

Ces jeunes ont tous eu des existences de vie jalonnées de ruptures, depuis leur plus jeune âge. S'ils vivent

aujourd'hui en marge, c'est qu'ils ont grandi en marge des modes de socialisation classique des enfants de leur âge. Dans ces trajectoires incertaines, la famille a le plus souvent été déstructurante, et les parcours scolaire, puis d'insertion, reproduisent le cycle des ruptures endurées depuis l'enfance, les faisant entrer dans le cycle de l'apprentissage raté dont parle le sociologue Serge Paugam (2008)³. En effet, ce sont les liens sociaux essentiels qui sont mis à mal pour ces jeunes, déséquilibrant leur sentiment d'appartenance sociale, les privant de protection et de reconnaissance.

« Nomades du vide »

Parmi les premiers auteurs à écrire sur l'errance juvénile, François Chobeaux a décrit les « zonards », ceux qu'il a nommés les « nomades du vide » (2004)⁵ pour exprimer leur déplacement sans objet (Le Breton, 2007)⁶. Les zonards qu'il rencontre et observe dans les festivals du printemps à l'automne 1995 sont âgés de 16 à 30 ans et adoptent volontairement des looks provoquant inspirés des cultures marginales. Ils sont accompagnés de nombreux chiens et bien souvent dans des états psychiques seconds dus à l'absorption massive de substances psychotropes et d'alcool⁷. Ils se regroupent dans les lieux de grands rassemblements juvéniles que sont les festivals musicaux, de théâtre ou de spectacles de rue, non pas pour assister aux spectacles mais pour être là, entre eux. Ils rejoignent un lieu fixe à l'approche de l'hiver (communauté, sous-location, résidence familiale, squat). Ils ne sont ni fugueurs (car trop âgés), ni clochards, ni SDF (identité qu'ils refusent car elle les effraie). Ce ne sont pas non plus les routards des années 1970 car leur errance n'est pas construite politiquement ni philosophiquement. « Ils se qualifient de zonards, acteurs d'une zone revendiquée, à la fois style et éthique de vie qu'ils disent avoir consciemment choisi dans une recherche de liberté et de convivialité pour mettre leurs actes en accord avec leur pensée et leur analyse sociale ».

Pourtant, derrière ce discours militant revendiquant des valeurs et une identité collective, ils n'ont aucun comportement qui soit collectivement construit. « La vie de zonard est beaucoup plus pour eux la fuite permanente, douloureuse et désespérée, d'une souffrance individuelle impossible à gérer et à dépasser, que la mise en acte du choix d'un mode de vie épanouissant fait d'hédonisme, de convivialité inventive et de liberté » (Chobeaux, 2004, p. 29).

³ Paugam S., *Le lien social*, Paris, PUF.

⁵ Chobeaux F. (2004), *Les nomades du vide. Des jeunes en errance, de squats en festivals, de gares en lieux d'accueil*, Paris, La Découverte.

⁶ Le Breton D. (2007), *En souffrance. Adolescence et entrée dans la vie*, Paris, Éditions Métailié.

⁷ À ce sujet, voir le rapport qui vient de paraître pour la Direction générale de la santé : Chobeaux F. Aubertin M.A (2013), « jeunes en errance et addictions ».



INTERVIEW

Les femmes et la rue : une attirance mal comprise

RÉSUMÉ > *La sociologue Céline Rothé décrypte pour Place Publique la question spécifique des jeunes femmes dans la rue. Leur présence dérange, mais il semblerait qu'elles réussissent souvent mieux que les hommes à sortir de la rue.*

PLACE PUBLIQUE : Les jeunes femmes trouvent-elles leur place « dans la rue » ?

CÉLINE ROTHÉ : De nombreuses jeunes femmes investissent le monde de la rue, de plus en plus jeunes, de l'avis des travailleurs sociaux mais aussi des « zonards » plus âgés qui les voient arriver dans les squats d'un œil inquiet. De fait, la rue est un environnement violent et dangereux, et la présence de jeunes femmes alarme davantage car la fragilité qui leur est associée ne semble pas leur permettre d'échapper aux risques qu'elles y encourent.

Comment l'expliquez-vous ?

Les jeunes femmes que nous voyons dans la rue profitent de l'émancipation sociale féminine générale et, dans tous

les milieux sociaux, des pratiques auparavant réservées à la sphère masculine sont appropriées par des femmes. Dans ce contexte, nous pouvons considérer que la présence plus importante de jeunes femmes à la rue s'explique en partie par un mouvement social plus général. Les mondes masculins se féminisent et celui de la rue ne fait pas exception. Les jeunes femmes attirées par le monde de la rue cherchent, en le fréquentant, à renvoyer une image d'elle-même qui acquiert les caractéristiques de la vie à la rue : dureté, résistance physique et psychologique, absence de limite, et prise de risque.

Sont-elles plus menacées que les hommes ?

Il faut considérer avec prudence le risque supposé de déchéance brutale au contact du monde de la rue. Si certaines jeunes femmes côtoient cet univers comme un rite de passage initiatique, au même titre que les jeunes hommes, elles ne tomberont pas dans le gouffre de l'exclusion et en sortiront rapidement car elles auront eu une socialisation primaire suffisamment étayante pour mobiliser les supports nécessaires à une sortie de la rue.

Au fil du temps, les festivals ont changé leur programmation et sont devenus beaucoup moins accueillants pour les « errants festivaliers » ; de routards, ils sont devenus sédentaires, rejoignant les autres sans domicile des centres urbains dans les structures de l'urgence sociale.

Trajectoires heurtées

Si ce profil décrit bien les attitudes et les pratiques de ces jeunes, qui sont encore d'actualité aujourd'hui, il met moins en évidence leurs trajectoires, heurtées

depuis l'enfance. Naviguant depuis toujours de familles d'accueil en foyers, ballottés affectivement dans des contextes familiaux délétères, les jeunes de la rue, les marginaux qui revendiquent un choix de vie alternatif à une norme sociale qui les rebutent sont des enfants malheureux, qui n'ont pas pu se construire une identité suffisamment étayée pour pouvoir se positionner sereinement dans la norme (exigeante !) d'insertion. Les études le montrent, la grande majorité de ces jeunes a eu une enfance difficile, en famille mais aussi en

Celles qui s'enracinent dans des pratiques marginales et feront « carrière » à la rue, sont celles qui, toujours au même titre que les hommes, ont vécu des enfances douloureuses et eu des trajectoires de vie très « tremblées », pour reprendre les mots de Robert Castel. Ainsi, il est sûrement plus juste de penser que ce sont les pratiques féminines pour échapper à la souffrance passée qui se sont modifiées, et que l'attrance pour la marginalité sociale fait partie des nouveaux comportements exutoires d'une jeunesse en grande souffrance sociale et personnelle.

Les femmes à la rue sont-elles mieux prises en charge que les hommes ?

Oui, les circuits de prise en charge sociale des femmes à la rue sont très différenciés de ceux des hommes. En effet, une attention accrue de la part des services sociaux est portée aux femmes sans hébergement, du fait de la fragilité qui leur est attribuée, et des risques spécifiques qu'elles semblent courir à la rue (dont les hommes ne sont pourtant pas exempts). Les jeunes femmes bénéficient notamment beaucoup des circuits de prise en charge pour les femmes en difficulté, pour les jeunes femmes enceintes et avec enfants, mais sont surtout mises à l'abri plus rapidement que les hommes car les inquiétudes à leur égard sont aiguës par les représentations de la féminité (fragilité psychologique, possible maternité, moins grande résistance physique, etc.).

Comment réagissent les jeunes marginaux face à ces jeunes femmes ?

institution, l'Aide sociale à l'enfance, l'hôpital psychiatrique, l'école – qu'ils ont quittés tôt – la prison. Autant de ruptures supplémentaires qui durcissent leur choix d'une autre vie, qui les amènent à dire et à penser : « j'ai toujours été différent, je me suis toujours senti mieux à la rue ».

Autant de ruptures qui leur font préférer une vie dans l'instant, dans l'immédiateté, à un fardeau de souvenirs pénibles et entêtants : « ben moi, c'est toujours les problèmes de drogue en fait. C'est ça qui me fait

Les jeunes hommes que nous avons rencontrés dans la rue voient souvent d'un mauvais œil la venue dans la « zone » de jeunes qu'ils considèrent sans problèmes. Ils dénoncent cet « effet de mode » qui consiste à venir tester la vie à la rue comme la preuve d'un endurcissement. Dans ce cadre, la présence de jeunes femmes à la rue est également perçue comme un choix inconsideré. Elles fréquentent la rue alors qu'elles sont encore mineures (souvent à la suite de fugues) et tentent de se cacher de la police qui les recherche en trouvant la protection auprès d'un homme plus âgé. Elles sont alors plongées dans la vie de rue, du fait de leur clandestinité. Elles sont également directement confrontées à la prise de drogues dures, et à des états d'inconscience qui les amènent à des comportements (notamment sexuels) qu'elles n'auraient sinon pas adoptés.

Vous employez l'expression de socialisation marginalisée pour qualifier ces comportements. De quoi s'agit-il ?

Ce concept a en fait été formalisé par Michel Parazelli : lorsque la construction identitaire n'a pas pu se stabiliser pendant l'enfance du fait de relations affectives trop instables ou destructrices, les jeunes se socialisent plus tard, et autrement qu'au contact des instances de socialisation traditionnelles. La vie à la rue et ses pratiques font partie de ces modes de socialisation marginalisée, et leur investissement peut-être lu comme un effort individuel d'insertion sociale par la marge. Il semble que les jeunes femmes se saisissent aujourd'hui elles aussi des possibilités d'inscription sociale offerte par le monde de la rue. ■

chier. Parce que j'essayé toujours de fuir mon passé et tout ça, d'oublier en fait je cherche à oublier. Et voilà, je prends ça parce que je pense trop et comme ça, ça évite de penser ».

Ces jeunes, qui « errent » dans la ville du matin au soir, qui font la manche dans les rues commerçantes avec leurs chiens, qui dorment dans des lieux de fortune et refusent la plupart du temps les hébergements d'urgence, ont fait de la vie « à la rue » un style de vie. Ils le revendiquent comme un choix, certes contraint, lié à



Rue Le Bastard, à Rennes

leurs histoires, comme une adaptation aux expériences traumatiques qu'ils ont vécues. G., un jeune homme de 23 ans, le raconte avec ses mots : « Moi, je connais plein de gens qui travaillent qui me disent : "moi jamais je ne pourrais faire la manche !" Parce qu'ils ont leur fierté, mais ce n'est pas si facile que ça. Il y a beaucoup de gens qui croient qu'on a choisi la facilité mais c'est peut-être facile au début, mais au final, la plupart de mes potes ils sont morts d'overdoses, ou de trucs comme ça, de crises d'épilepsie. Donc il faut que les gens ils arrêtent de croire que c'est trop facile... »

Trappe à exclusion

À cet égard, ils font du circuit de l'urgence sociale, des lieux d'assistance quotidienne et routinière, dont ils usent sans se soucier des possibilités d'insertion qu'ils proposent. Du constat des travailleurs sociaux, les jeunes se font de plus en plus nombreux à utiliser ces aides en urgence, et de plus en plus jeunes. Une des raisons à cela est structurelle. En effet, la forme du système d'aides publiques aux jeunes en difficulté ne permet pas d'aider ceux qui ne peuvent se reposer sur la solidarité familiale, puisqu'en France l'État renvoie la charge des jeunes en insertion vers leur famille, ne fournissant que des aides ponctuelles et résiduelles. Rappelons que l'accès au RMI puis au RSA à partir de 25 ans – hors conditions particulières – amène les jeunes à « faire leurs preuves » entre leur sortie de formation et leur entrée en emploi. Pour ceux qui ont quitté l'école très tôt, et ne peuvent se reposer sur le soutien matériel de leur famille, la période de test peut être très longue et devenir une trappe à exclusion. Les jeunes que nous avons rencontrés ont pour la plupart quitté l'école très tôt et sont « en errance » depuis leurs 13 ou 14 ans. Dans ce cas, ce sont 10 années de mise à l'épreuve avant de toucher le revenu minimum, qui est alors perçu comme « une retraite ».

Une présence qui dérange ?

Le risque d'insertion est aujourd'hui le plus haut risque pour la jeunesse en France, ne pas parvenir à « se placer » est signe d'échec là où le diplôme et le métier sont un vecteur d'identité fort. Dans ce contexte,



Quelle place pour les chiens de la rue ?

Compagnon d'errance, le chien réconforte et complique à la fois la vie du sans-abri. L'attachement du maître à son animal, qu'il considère souvent comme un membre à part entière de sa famille, rend toute séparation très difficile et parfois conflictuelle. C'est après avoir été témoin de la manière assez musclée dont les forces de l'ordre avaient envoyé à la fourrière les chiens de plusieurs sans-abris que le réalisateur manceau Julien Banié, désormais installé à Rennes, a souhaité faire un film sur ce thème. Intitulé « Marge à l'ombre », ce documentaire engagé décrit le parcours de plusieurs groupes de marginaux à Rennes, puis au Mans. Il s'attache à comprendre le lien très fort qui lie les sans-abris à leurs chiens. Et au-delà de cette dimension affective, il met en mots et en images ses propres interrogations sur l'errance, la marginalité et la manière dont nos sociétés intègrent ces modes de vie différents. Après une première projection suivie d'un débat au cinéma L'Arvor à Rennes fin novembre, le film devrait aller à la rencontre de nouveaux publics dans l'Ouest dans les prochaines semaines. Avec, toujours, la volonté de susciter la réflexion et le dialogue.

X.D.

ceux qui piétinent les principaux vecteurs d'intégration sociale que sont la formation et le travail, et qui adoptent des conduites « à risques » se perdent à l'âge où ils devraient se trouver. Dans ce cadre, le pouvoir politique oscille en permanence entre la répression et la protection d'une frange de la jeunesse qui tantôt suscite la peur, tantôt la compassion. L'évolution architecturale des espaces urbains est un bon baromètre du sentiment nourri à l'égard de ces populations provocantes, mais en danger. Comme le disait Michel Foucault, l'architecture est un instrument au service du gouvernement des conduites ; les aménagements urbains déplacent souvent ces jeunes vers des lieux moins visibles et plus facilement contrôlables par les forces de police. Les squats sont fermés les uns après les autres pour des raisons sanitaires, de tranquillité publique, mais également politiques et économiques. De manière générale, si leur présence est tolérée dans la ville, beaucoup de micro-stratégies politiques, sociales et sanitaires se combinent pour libérer ses espaces d'une population qui dérange, car elle bouscule les attendus sociaux pour la jeunesse. Ainsi manipulée, tout comme le mythe du « clochard » brutalement déchu de sa posture d'individu intégré, la figure du « jeune en errance » est devenue une des icônes contemporaines de la jeunesse perdue ; elle concentre en elle tous les risques qui guettent ceux qui s'écartent de la norme, et peuvent la mener au plus grand risque à cet âge, celui de ne pas parvenir à s'insérer.

Les dispositifs ratent leur cible

Au moment de la publicisation de ce phénomène dans les années 1995-2000, la situation des « jeunes en errance » est considérée en France comme un problème social nécessitant un traitement en urgence « dont la prise en charge nécessite des écarts aux politiques sociales déjà institutionnalisées : financements exceptionnels, contractualisation public/privé particulière, innovations organisationnelles, dispositifs ciblés sur des besoins immédiats et focalisés sur des solutions de court terme » (Gardella, 2011 p. 125)⁸. Pourtant, et paradoxalement, les dispositifs publics pensés pour résoudre le problème n'atteignent pas leur cible et les jeunes les plus désaffiliés finissent par fréquenter quasi exclusivement le secteur de l'urgence sociale réservé aux sans-abri. En effet, les aides initialement décrites

par les rapports publics comme venant résoudre le problème de l'errance des jeunes ratent finalement leur but (Fonds d'aide aux jeunes, Programme pré-TrAcE⁹, Point accueil et écoute jeune). Les interventions demeurent essentiellement palliatives et finissent par se normaliser, et les usages des structures de l'urgence sociale se routinisent pour ces jeunes qui n'entrent dans aucune des cases prévues pour les aider. C'est ce processus qui entraîne les jeunes en errance dans un usage quotidien de l'infra-assistance.

La « carrière » du jeune en errance

Population a-normale, ils ne parviennent pas à répondre aux exigences des mesures d'insertion, ce qui les exclue alors davantage et les pousse vers les seuls dispositifs capables de supporter leurs pratiques et comportements marginaux, les structures de l'urgence sociale, à très « bas seuil » d'exigences. C'est ainsi que s'enclenche la « carrière » du jeune en errance (au sens où l'a décrite Howard Becker) puisque faute d'insertion dans les règles, ils se trouvent pris dans un circuit de prise en charge sociale alternatif au droit commun, qui les entretient dans des pratiques déviantes et les amène à valoriser leur identité stigmatisée pour en faire un élément de valorisation de soi. Y. qui a 29 ans, nous explique la façon dont il perçoit sa position sociale, il ne peut pas respecter les codes sociaux conventionnels : « parce que... voilà, j'ai toujours été un peu marginal et tout et squatter avec les gens, entre guillemets « normaux », déjà, moi ça me fait chier parce que j'ai l'impression de pas avancer dans ma vie et puis eux, je les emmerde parce que je suis pas comme eux donc ils me le font vite comprendre donc ça sert à rien. Au moins avec les gens de la zone, de la rue, voilà quoi. Je sais comment ça se passe, je sais où je mets les pieds et puis de toutes façons si j'en ai marre je me barre et voilà quoi. De toute façon j'ai choisi la vie que j'ai et... Et pourtant je travaille depuis que j'ai 16 ans, j'ai travaillé pendant 8 ans. Ça fait, comme je dis, 4 ans que je suis à la rue, les premiers temps où j'étais à la rue, j'avais un boulot à mi-temps, je dormais dehors et j'allais bosser encore. Donc c'est pas une envie de fainéantise ou de pas bosser quoi, c'est que, niveau mentalité, je me sens mieux avec les gens de la rue qu'avec les gens, on va dire entre guillemets « normaux », parce que la normalité c'est large ». ■

⁸ Gardella E. (2011), « propos introductifs » dans Lipsky M., Rathgeb S. (1989), « When social problems are treated as emergencies », *Social Service Review*, vol. 63, n°1, p. 5-25, traduit de l'anglais par Lenormand M., « Traiter les problèmes sociaux comme des urgences », *Tracés*, n°20, 2011/20, p. 125-149.

⁹ Trajectoire d'accès à l'emploi.

La figure du « jeune en errance » est devenue une des icônes contemporaines de la jeunesse perdue ; elle concentre en elle tous les risques qui guettent ceux qui s'écartent de la norme.

HISTOIRE

Misère, pauvreté et assistance à Rennes avant l'ère industrielle

RÉSUMÉ > *Quelle place occupaient les plus pauvres à Rennes au 18^e et au début du 19^e siècle ? Quelle était la géographie de l'errance et de l'assistance avant la révolution industrielle ? Dans cet article, l'historienne Sophie Reculin dresse la typologie d'une population marquée par les difficultés économiques, entre « pauvres honteux », mendiants et vagabonds. Elle établit également la cartographie des quartiers les plus pauvres. Une approche historique qui reflète des permanences et des continuités.*



TEXTE > **SOPHIE RECOLIN**

Les populations pauvres des 18^e et 19^e siècles ont produit peu d'écrits pour témoigner de la difficulté de leur quotidien. C'est au détour des archives des pouvoirs publics, à l'occasion d'une arrestation, d'un décès ou d'un interrogatoire, que l'on approche les plus démunis. La misère qui survient à la suite d'une augmentation des prix du pain, d'un accident ou d'une maladie, conduit ces derniers à mendier pour subsister ou à faire appel aux institutions de secours de la ville: la marmite des pauvres, l'hôtel-Dieu Saint-Yves et l'hôpital général au 18^e siècle, le bureau de bienfaisance au début du 19^e siècle.

À la fin du 17^e siècle, Rennes est une ville moyenne d'environ 37 000 habitants, mais cumule toutes les fonctions d'une grande cité: le pouvoir religieux (l'évêché), administratif (l'intendance) et judiciaire (le Parlement). Nombre de petits métiers sont entretenus par une puissante élite robine. En l'absence de grands travaux, et face

au déclin de l'industrie textile, la présence des familles parlementaires est vitale pour l'économie rennaise. L'incendie de décembre 1720 qui ravage les quartiers centraux jette sur le pavé près de 8000 sinistrés. Si les citoyens les plus aisés trouvent refuge dans les couvents, dans des propriétés périurbaines ou chez des proches, les plus modestes sont obligés de construire à la hâte des baraques irrégulières sur les espaces vides. Durant près de trente ans, la ville se transforme en immense chantier, où les paysans et les petits métiers peuvent facilement trouver du travail. Mais l'importance de la demande entraîne une forte diminution des salaires des ouvriers entre 1720 et 1740 et la ruine de plusieurs entrepreneurs.

Rayonnement économique limité

La reconstruction achevée, la ville se repose de nouveau sur ses activités tertiaires. Les initiatives industrielles à leur apogée dans les années 1750-1760 : manufactures de faïence, de cotonnades et de chapeaux, sont de courte durée et ne font vivre qu'1/7^{ème} de la population¹. À la différence de Nantes qui doit son essor au commerce maritime, le rayonnement économique de Rennes se limite à un rayon d'à peine 35 kilomètres².

La perte du statut de capitale provinciale sous la Révolution accélère le déclin économique et démographique de Rennes. À la fin du Directoire, la ville a perdu près de 5 000 habitants. En 1805, le sénateur Cornudet dresse un tableau alarmant du chef-lieu de l'Ille-et-Vilaine : « les femmes et les enfants mendient avec autant d'hardiesse qu'en Italie. C'est une lèpre que l'ancienne magistrature entretenait fastueusement et qui se perpétuera jusqu'à ce que des moyens de travail soient organisés ». La situation s'aggrave sous la Monarchie de Juillet. L'auxiliaire breton se lamente en juillet 1833



Ancienne étudiante à l'Université Rennes 2 (Master 2), SOPHIE RECOLIN est actuellement doctorante à l'université Lille 3. Elle réalise une thèse portant sur l'invention et la diffusion de l'éclairage public au 18^e siècle.

¹ Jean MEYER (dir.), Histoire de Rennes, Toulouse, Privat, 1972, p.260

² Ibid., p. 253.



MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE RENNES

Vue de l'arcade de l'ancien hôpital Saint-Yves, à Rennes, par Jean Jacques François Monanteuil.

devant le « spectacle d'une enfance oisive et souvent vicieuse, courant le jour nos marchés et nos promenades publiques, se blottissant le soir dans nos escaliers, nos caves pour y chercher asile, y commettre quelque larcin, s'y livrer à des vices plus repoussants encore.³ »

« Pauvres honteux », mendiants et vagabonds

Une enquête menée par l'intendant en 1788 dénombre 1 490 foyers pauvres à Rennes, pour une population d'environ 35 000 habitants⁴. Au 18^e et au début du 19^e siècle, le pauvre est celui qui risque à tout moment de tomber dans la misère, qui vit au jour le jour de son travail pour assurer sa subsistance. Le seuil de pauvreté est atteint lorsque le revenu journalier disponible est égal aux dépenses de pain, qui est à la base de l'alimentation

quotidienne. À Rennes, les plus modestes consomment du pain de seigle mélangé à du froment humecté d'un bouillon de légumes (choux et oignons), d'un peu de beurre, et de cidre. L'insuffisance des corps gras dans le régime alimentaire des plus pauvres entraîne des maladies digestives qui peuvent être fatales⁵.

Le pauvre qui ne peut plus subvenir à ses besoins, tombe dans l'indigence. À Rennes, les indigents représentent près de 28 % de la population fiscale au 18^e siècle⁶. Les jeunes enfants, les femmes célibataires ou veuves, les infirmes, les malades, et les vieillards sont les catégories les plus exposées à la misère. Depuis le 16^e siècle, on distingue parmi les indigents : le pauvre honteux, le mendiant et le vagabond. Les pauvres honteux ne parviennent plus à assurer leur subsistance car ils ne sont plus en état de travailler, mais n'osent pas mendier.

³ Cité par Michel Denis, *Rennes au XIX^e siècle, ville "parasitaire" ?*, Annales de Bretagne, t.80, n°2, 1973, p. 403-439.

⁴ Claude Nières, *Les Villes de Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, PUR, 2004, p.133.

⁵ Christine Chapalain-Nougaret, *Misère et assistance dans le Pays de Rennes au XVIII^e siècle*, Cid éd., 1989, p.47.





L'homme aux béquilles
par René-Yves Creston.

MUSEE DEPARTEMENTAL BRETON

Ces malheureux « silencieux » constituent la majorité des pauvres. Les mendiants, qui demandent l'aumône dans les lieux publics ou en faisant du porte-à-porte, appartiennent à une seconde catégorie d'indigents. Pierre Douabé est un mendiant. C'est un ancien soldat de 50 ans qui travaillait comme terrassier, qu'une « espèce de lèpre aux jambes » a contraint à séjourner régulièrement à l'hôtel-Dieu de Rennes. À sa sortie, il commence à demander l'aumône car il a perdu son travail⁷.

Lorsqu'un mendiant décide de quitter sa ville d'origine pour errer sur les chemins en quête de moyens de subsistance, il devient un vagabond. La mort des parents, une dette, une faillite, le placement en apprentissage d'un orphelin chez un tuteur, sont souvent à l'origine du vagabondage. On trouve parmi les gens "sans feu ni lieu" nombre de travailleurs ambulants (colporteurs, tailleurs, compagnons, manœuvriers), d'ouvriers du textile, de journaliers agricoles, de matelots et de soldats ayant

obtenu un congé ou déserté. Joseph Daumergue est un vagabond. Au lendemain de l'incendie de 1720, après avoir quitté Paris dans l'espoir d'être employé comme maçon à Rennes, il n'a d'autre ressource que de mendier sur son chemin⁸.

La prostitution, un fléau

Depuis la seconde moitié du 17^e siècle, marquée par la multiplication des crises de subsistances, les mendiants et les vagabonds sont assimilés aux « mauvais pauvres ». Les faux infirmes, les pauvres qui volent pour subsister et les filles débauchées constituent désormais pour les autorités une menace contre l'ordre public.

Un arrêt du parlement de Bretagne du 29 mars 1759 observe qu'à Rennes la prostitution est devenue un fléau : « Toutes les nuits, des bandes de ces malheureuses occupent dans les carrefours et dans les différentes rues de la ville des postes assignés où elles attirent et assemblent

⁶ Jean Meyer, *Histoire de Rennes*, p.272

⁷ Christine Chapalain-Nougaret, p.133.

⁸ Christine Chapalain-Nougaret, p.140.

les passants de tous âges ; le scandale est si général que d'honnêtes personnes n'osent presque sortir de leur maison. On entend journellement des cris de force, des hurlements, des batteries et des querelles⁹. » Les femmes qui se prostituent sont le plus souvent des mères célibataires, des veuves ou des filles séduites, âgées de 20 à 25 ans, qui exercent des petits métiers (fileuses le plus souvent, servantes, journalières, blanchisseuses). Un grand nombre de filles de joie sont originaires de Nantes, de Quimper, de Brest, de la Normandie ou du Maine. Olive Collet, âgée de 38 ans, originaire de Dinan, pensait travailler plus facilement à Rennes comme filandière. N'ayant trouvé aucun travail, elle décide de se prostituer. La prostitution est devenue un moyen de subsistance, pratiqué hors les murs (autour de la place Sainte-Anne, dans la rue Haute et le faubourg l'Évêque) et dans la ville basse (la rue de la Parcheminerie, la rue Vasselot, et le long d'un axe qui va du Champ Dolent à la rue Saint-Thomas)¹⁰.

Géographie des quartiers pauvres

La géographie de la prostitution recoupe celle du crime et des quartiers pauvres. Les foyers criminogènes se situent en effet dans la ville basse et les faubourgs : la rue Haute et le faubourg l'Évêque, où les cabarets sont nombreux. La basse ville inondable est le domaine des petits artisans et des métiers salissants (bouchers, poissonniers, teinturiers). Après l'incendie de 1720, l'opposition entre le Nord et le Sud de la ville s'est accentuée, car la reconstruction a négligé la rive gauche¹¹. Les beaux quartiers rectilignes où se dresse la nouvelle place du palais qui accueille la statue de Louis XIV et la place de l'hôtel de ville construit par Jacques V Gabriel, contrastent avec les quartiers insalubres aux rues sinueuses et étroites du sud de la Vilaine. 60 % des familles qui résident dans la basse ville vivent entassées dans une pièce unique, le plus souvent dans des maisons de bois et de torchis d'un étage au sol en terre battue¹². Un lit, une table, une armoire, quelques chaises, quelques hardes, des instruments de cuisine, constituent les seuls biens du ménage. Hors les murs, les citoyens les plus pauvres habitent la rue Haute et les espaces situés le long ou à proximité des murailles (place des Lices, porte Blanche, douves de la Visitation, porte de Toussaints) occupés depuis l'incendie par des baraques construites avec les matériaux des décombres. Néanmoins, les faubourgs et la basse ville ne concentrent pas la totalité des populations les plus modestes. Dans

la ville haute, nombre de petits métiers dépendant des couches aisées (domestiques, porte-chaises, perruquiers) louent un galetas situé en fond de cour ou sous les toits.

Des structures de l'assistance insuffisantes

Depuis la seconde moitié du 17^e siècle, le pouvoir central a mis en place des institutions hospitalières destinées à la répression des mendiants et des vagabonds. Les autorités locales distinguent désormais la bonne charité, destinée à soulager les « pauvres honteux », figures du Christ souffrant, et l'aumône qui encourage l'oisiveté des pauvres valides¹³.

La forme la plus courante de la charité durant l'ère pré-industrielle reste l'aumône manuelle en argent (quelques pièces) ou en nature (un morceau de pain, un peu de lait). Depuis 1673, les Filles de la Charité, installées rue du Griffon, distribuent des repas gratuits sommaires accompagnés d'exhortations religieuses aux pauvres honteux. En période de crise et durant la mauvaise saison, les ateliers de charité, encouragés par le pouvoir central depuis la fin du 18^e siècle, fournissent du travail aux plus démunis : l'entretien des pavés, des trottoirs et de l'éclairage. Les structures hospitalières, où les hommes et les femmes sont séparés, sont plus sélectives. Pour y entrer, il faut être originaire de la ville ou y résider depuis plusieurs années, mais le nombre de places est limité.

L'hôtel-Dieu

À la fin du 18^e siècle, l'hôtel-Dieu Saint-Yves, administré par les religieuses de la Miséricorde de Jésus, reçoit en moyenne 1 250 patients pauvres ou de condition très modeste chaque année. C'est un centre de soin destiné à accueillir les malades de tous âges – à l'exclusion des contagieux et des incurables et les enfants trouvés¹⁵. Toutefois, les capacités d'accueil de l'hôtel-Dieu sont restreintes. Outre la cuisine, l'apothicairerie, l'appartement du chapelain et le bureau principal, trois ou quatre salles sont destinées aux pensionnaires. Blessés, malades et convalescents sont entassés dans de vastes dortoirs ; les enfants trouvés sont installés sous les toits où ils meurent de chaud en été et de froid en hiver. La vie des patients est rythmée par les visites du personnel médical, les soins, et les repas. Les pensionnaires consomment une grande quantité de pain de seigle, de la viande trois fois par semaine, du cidre et du beurre.

⁹ Christine Chapalain-Nougaret, p.151.

¹⁰ Émile Lebreton, *Police et justice municipales à Rennes au XVIII^e siècle*, mémoire de Droit, université de Rennes 1, 1995, p.162, Jean Meyer, p.256.

¹¹ La ville basse commence à être aménagée dans les années 1840.

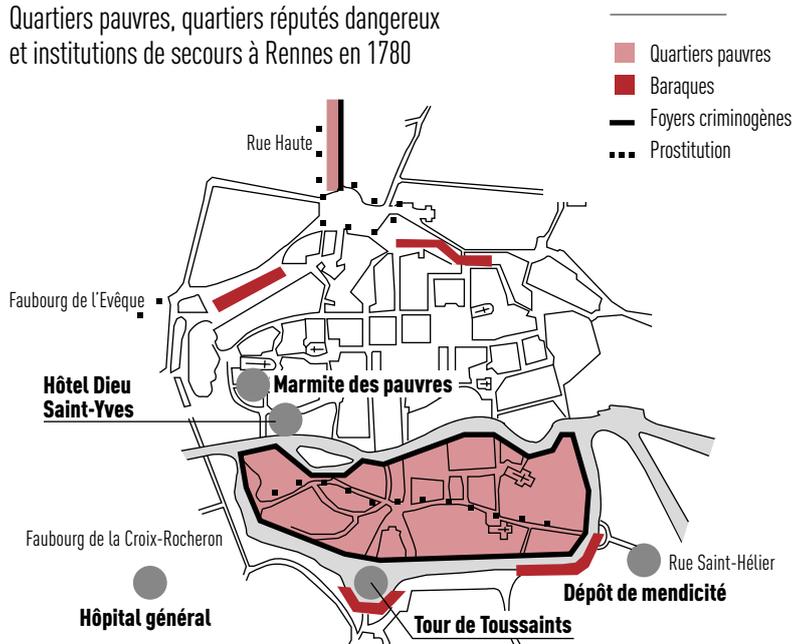
¹² Gauthier Aubert, Alain CROIX, Michel DENIS (dir.), *Histoire de Rennes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 136.

¹³ Jeremek Bronislaw, *La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen âge à nos jours*, Paris, Gallimard, 1987; Jean-Pierre GUTTON, *La société et les pauvres en Europe: XVIe-XVIII siècles*, Paris, Presses universitaires de France, 1974.

¹⁵ L'hôpital des Enfants trouvés ouvre en 1773.



Quartiers pauvres, quartiers réputés dangereux et institutions de secours à Rennes en 1780



Le grand « renfermement » des pauvres¹⁷

En 1662, une déclaration royale impose dans les principales villes du royaume la création d'un hôpital général. C'est à la fois une institution d'assistance, plus spacieuse que l'hôtel-Dieu, et une maison de rééducation par le travail et la prière. L'hôpital général de Rennes administré par les religieuses de Saint-Thomas de Villeneuve, s'est établi en 1678 au faubourg de la Croix-Rocheron¹⁸. Les « mauvais pauvres » (mendiants valides, vagabonds et prostituées) sont enfermés dans la tour de Toussaints et nourris au pain et à l'eau. Ils sont séparés des « pauvres honteux » (pauvres valides se portant volontaires pour travailler, invalides, orphelins de plus de dix ans, vieillards) qui représentent 90 % des 645 hospitalisés en 1731¹⁹. Les pauvres volontaires y travaillent en moyenne 11 heures par jour dans le silence. La parole n'est autorisée que pendant la prière et la récréation.

À partir des années 1760, les dépôts de mendicité prennent le relais des hôpitaux généraux dans la répression des pauvres valides. L'institution, contrôlée par l'intendant, est destinée à l'enfermement de tous les indésirables : les fous, les délinquants et les filles débauchées. À Rennes, le premier dépôt installé dans la rue Hue en 1767, surchargé, est transféré en 1771 dans la

rue Saint-Hélier. Les détenus, surveillés par un corps de garde, vivent dans une grande promiscuité. Ils sont entassés dans des chambres sans chauffage, se partagent à trois des lits de paille. Dans l'infirmierie, les malades sont mélangés. Un vaste baquet est disposé au pied du lit pour recueillir les excréments. Outre des conditions d'hygiène déplorable, les détenus sont mal nourris. Un pain d'orge et une mauvaise soupe composée d'eau, de beurre et de déchets de légumes, constituent l'alimentation quotidienne des prisonniers. La journée est rythmée par le travail des détenus, une activité textile faiblement rémunérée. Au début du 19^e siècle, le dépôt de mendicité de Rennes change de physionomie. La maison qui a ouvert ses portes en 1810 n'est plus clôturée. Les travailleurs les plus méritants sont même autorisés à sortir en ville le dimanche en compagnie d'un surveillant. Mais l'institution, critiquée pour son inefficacité – on accuse les travailleurs méritants de fréquenter assidûment les cabarets – ferme en 1818²⁰.

Déclin de la charité privée

En définitive, la politique d'enfermement des pauvres est un échec, même si elle est mieux acceptée à Rennes que dans les communes de Basse-Bretagne qui restent attachées à la charité privée. Au 19^e siècle, les autorités urbaines reviennent à une assistance plus traditionnelle par la fondation des bureaux de bienfaisance. L'institution distribue sous forme de bons : du pain, du bois, des médicaments et des vêtements à tous les indigents. Mais la mise en place du bureau entraîne une diminution des aumônes manuelles. Ainsi, la charité privée décline au profit de l'assistance publique.

La pauvreté à Rennes n'a pas beaucoup évolué entre les années 1780 et la première moitié du 19^e siècle. Les populations les plus fragiles restent les vieillards, les femmes seules, les orphelins, et les petits métiers. Mais les structures de l'assistance se sont transformées. La bienfaisance (vertu qui porte à secourir son prochain sans référence religieuse) prend le pas sur la charité chrétienne.

Si de nos jours, la pauvreté n'a plus le même visage, une certaine continuité dans la géographie des quartiers pauvres ressort des statistiques de l'Insee. En 2008, les ménages les plus aisés privilégient encore le nord de la Vilaine ; les plus modestes habitent les quartiers périphériques et le sud qui concentre également les activités industrielles. ■

¹⁷ Michel FOUCAULT, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard, 1961.

¹⁸ L'emplacement correspond aujourd'hui à la rue de l'Arsenal.

¹⁹ Christine Chapalain-Nougaret, p. 218.

²⁰ Guy Haudebourg, *Mendiants et vagabonds en Bretagne au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998, p. 217.

ENQUÊTE DE L'APRAS

Qui sont les personnes à la rue à Rennes ?

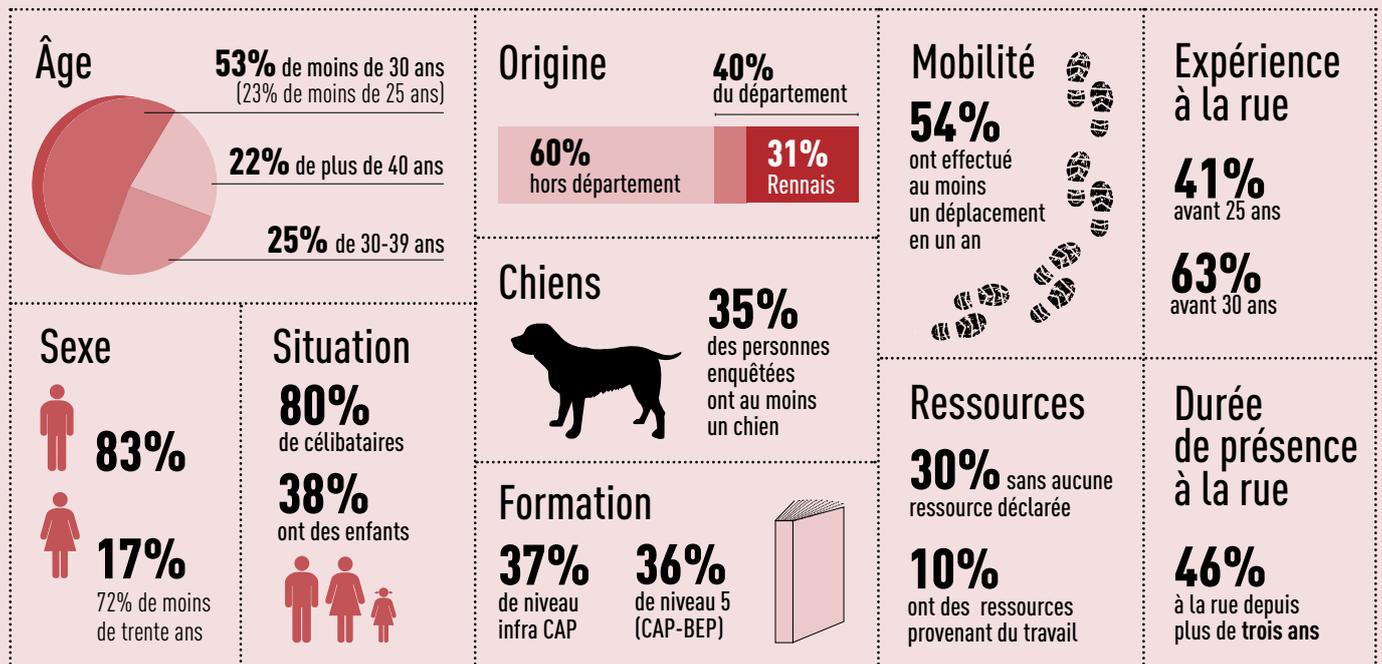
RÉSUMÉ > L'Apras (Association pour la promotion de l'action et de l'animation sociale) a réalisé trois enquêtes auprès des personnes à la rue à Rennes, en 2002, 2005 et 2009. Voici quelques chiffres tirés de la dernière étude.

Des constantes et des évolutions. Depuis 2002, date de la première enquête réalisée par l'Apras, le profil des personnes à la rue à Rennes n'a pas fondamentalement évolué. « Nous notons la permanence du public jeune : plus de la moitié des personnes rencontrées a moins de trente ans. Et le temps

déjà passé à la rue demeure important : il était de plus de 3 ans pour 46% des personnes, en 2009 », souligne Irma Poulard, responsable du Pôle observation sociale de l'Apras. La proportion des femmes, elle, reste stable, autour de 20%.

Mais deux tendances lourdes apparaissent en 2009, sous l'effet de la crise. « D'une part, on rencontre désormais des gens à la rue et qui travaillent. Nous n'avions croisé cette situation qu'une seule fois en 2002. En 2009, 10% des personnes évoquent des ressources régulières issues du travail, contre moins de 2% en 2002 et 2005 », poursuit Irma Poulard.

Autre nouveauté : l'importance des jeunes parents parmi cette population. « 38% ont des enfants en 2009, contre 26% en 2005 et 8% seulement en 2002 », note l'enquête de l'Apras. « Toutefois ces personnes ne sont pas à la rue avec leurs enfants. Il s'agit d'hommes ou de femmes dont les enfants sont placés, ou élevés par un membre de la famille, souvent la grand'mère », explique Irma Poulard, qui constate également une augmentation des hébergements temporaires des jeunes chez des amis ou de la famille, autre que les parents. Un indicateur supplémentaire de la précarité croissante chez les moins de 25 ans. **X.D.**



Source : enquête de l'Apras réalisée en juin 2009 sur les personnes à la rue à Rennes - 104 personnes enquêtées (dernière enquête disponible).

SURVIVRE DANS LA RUE



PHILIPPE LE FERRAND, PSYCHIATRE

« La rue rend fou »

RÉSUMÉ > *Soulager les souffrances des personnes exclues en les amenant vers le soin, tel est l'enjeu auquel tente de répondre, au quotidien, l'équipe mobile psychiatrie précarité de l'hôpital Guillaume Régnier. Quel est le visage de l'exclusion dans la métropole rennaise ? Quelles pistes de solutions ? Réponses avec son coordinateur, le psychiatre Philippe Le Ferrand.*



PROPOS RECUEILLIS PAR > **AMÉLIE CANO**

PLACE PUBLIQUE : Comment votre équipe entre-t-elle en contact avec ces populations en grande exclusion ?

PHILIPPE LE FERRAND : Nous fonctionnons avec un tiers demandeur. Ce sont des travailleurs sociaux qui œuvrent au plus près des personnes précaires, dans les foyers d'hébergement par exemple, des restaurants sociaux, le centre départemental d'action sociale (CDAS), etc. Car la médecine est basée sur le principe de la demande. On ne soigne pas les gens contre leur gré. Mais il y a des personnes qui vont tellement mal qu'elles n'ont plus la force d'émettre cette demande. Ce sont donc les travailleurs sociaux qui nous alertent. La rencontre se fait ensuite toujours à trois : la personne en souffrance, le travailleur social et un membre de notre équipe, en général l'infirmier. Ce premier rendez-vous permet de faire une évaluation pour décider ensuite d'une orientation en fonction de ce que souhaite la personne, son état et ce qu'il est possible de mettre en place. L'objectif des équipes mobiles psychiatrie précarité (EMPP) est d'amener vers le soin. Il s'agit de faire du « care », c'est-à-dire « prendre soin », pour amener vers le « cure », le soin au sens médical du terme.



AMÉLIE CANO est journaliste indépendante et membre du collectif YouPress. Elle est membre du comité de rédaction de *Place Publique Rennes*.



Quels profils rencontrez-vous ?

Il y a d'abord les gens qui ont des troubles psychiatriques et qui vivent dans la rue. On estime que 10% des sans-abris sont schizophrènes. Ensuite il y a ceux qui vont mal à cause de la rue, ce qu'on appelle la souffrance psycho-sociale. Ils représentent la majorité de notre travail concernant la population dite autochtone. Il s'agit souvent de personnes qui ont des fragilités personnelles au départ puis qui, par un cercle vicieux d'accidents de la vie, se retrouvent à la rue ou en marge. Enfin il y a un phénomène nouveau à Rennes, c'est l'arrivée massive de migrants depuis cinq ou six ans. Ils représentent aujourd'hui plus de la moitié de notre public. C'est une autre dimension de notre travail car les migrants développent des souffrances spécifiques comme le stress dépassé, voire des syndromes post-traumatiques.

Vous parlez de fragilités personnelles, quelles sont-elles ?

L'exclusion est le plus souvent un long processus qui remonte dès l'enfance. Il peut s'agir par exemple d'une famille dissociée, en perte de liens, avec des situations d'abandon ou de placements en foyers. La période de 18 à 25 ans est cruciale. S'il y a un départ du milieu familial mais pas de travail, c'est la rue car les jeunes ne peuvent pas toucher le RSA avant 25 ans. Il y a un vide social à cet âge. Mais cette population est impossible à quantifier car elle peut alterner moments de rue, de foyers, d'hébergement par un copain... c'est un groupe flou et mouvant.

L'exclusion est-elle la même à Rennes et dans la métropole ?

Le noyau dur des SDF, environ 300 personnes selon les estimations, se concentre dans le centre-ville de Rennes. La métropole, elle, abrite ce qu'on appelle la précarité domiciliée. On a du mal à qualifier ce phénomène, car nous sommes là autour de trois cercles qui s'entrecroisent : la précarité, la pauvreté et l'exclusion. Ça peut être des gens au RSA, des vieux, des chômeurs de longue durée, des personnes isolées dans une petite bicoque à 20 kilomètres de Rennes... L'une des difficultés, concernant la métropole, c'est que les CMP (centres médico-psychologiques, ndlr) peuvent être situés à plusieurs kilomètres. Pour des gens en souffrance et en voie de marginalisation, cela peut représenter un effort considérable de s'y rendre. D'autant plus que les sans-abris sont en perte de repère dans le temps. Ils ne



« Il y a un phénomène nouveau à Rennes, c'est l'arrivée massive de migrants depuis cinq ou six ans. Ils représentent aujourd'hui plus de la moitié de notre public. »

savent plus quel jour on est. Se rendre à un rendez-vous dans deux mois, à 15h35 dans tel CMP, c'est impossible pour certains. Ils ratent la consultation, elle est reportée de plusieurs mois et la personne échappe. Nous avons proposé à l'agence régionale de santé de créer une structure intermédiaire, en lien avec Puzzle (lieu d'accueil de jour pour les SDF, ndlr), pour proposer un début de prise en charge. Nous sommes en attente d'une réponse.

Cette précarité domiciliée, qu'est-ce que c'est concrètement ?

C'est par exemple le chômeur de longue durée qui vit seul dans son logement social. Il ne voit personne, il

boit dans son coin et personne ne fait attention à lui. Et petit à petit il s'enfonce dans la détresse. Il y a peu de SDF, au sens dur du terme, à Rennes si on compare à des villes comme Lyon ou Paris. Rennes est une ville qui fait dans le social depuis longtemps. Il y a donc du logement social. Mais ça ne résout pas tout. Un des faits fondamentaux de la précarité, c'est ce que le sociologue Robert Castel appelle la désaffiliation. Ce sont des gens logés, mais seuls comme des chiens. Ils n'ont personne pour prendre soin d'eux.

Pourquoi la prise en charge de cette souffrance psycho-sociale est-elle difficile ?

Cette population est dans une zone grise : elle ne relève pas de l'hôpital psychiatrique mais elle n'a pas les moyens économiques et culturels d'aller consulter un psychologue en ville. De plus, les personnes en voie d'exclusion ou de marginalisation sont dans le renoncement de l'aide. Les équipes mobiles comme la nôtre ont donc été créées pour répondre à cette nouvelle forme de souffrance psychique. Elle est symptomatique de notre société actuelle marquée par l'isolement social et la précarisation.

Lorsqu'on parle d'exclusion à Rennes, l'image qui s'impose est souvent celle du punk à chien. Est-ce pertinent ?

On est là dans la marginalité, c'est un autre domaine d'analyse. Se mettre ainsi dans une position antisociale est une réappropriation de l'exclusion. C'est aussi une posture psycho-sociale : faire peur au bourgeois. Le punk à chien ne se cachera pas à la campagne, il ira forcément en centre-ville où il sera vu. C'est une manière d'exister dans le regard des inclus et de rassurer ces derniers. Au Moyen-âge, les mendiants avaient un statut social qui renforçait la cohérence de la société. Le marginal de la place Sainte-Anne a aujourd'hui la même fonction.

Y a-t-il un lien entre exclusion et addiction ?

Oui, c'est une réalité. Il y a beaucoup plus de consommation d'alcool et de drogue chez les précaires et les sans-abris que dans la population générale car c'est un moyen de « soigner » leurs angoisses ou de s'absenter de ce monde qui leur est devenu insupportable. Le SDF qui est soûl du matin au soir, c'est pour supporter sa situation et ne plus la voir. Mais attention, ce n'est

Un lien vers le soin pour les exclus

Créée en 2005 et active sur le territoire de la métropole rennaise, l'équipe mobile psychiatrie précarité de l'hôpital psychiatrique Guillaume Régnier est composée de deux infirmiers, deux psychologues, une assistante sociale et un médecin psychiatre, le Dr Philippe Le Ferrand. Son rôle n'est pas de soigner mais de faciliter l'accès à la prise en charge médico-psychologique des personnes en situation de précarité : sans-abris, gens du voyage, résidents d'hébergements sociaux, migrants... En clair, l'équipe est une interface entre des exclus en grande souffrance psychique (dépression, addiction, etc.) et des institutions médicales qui n'ont ni le temps ni les moyens de mener un accompagnement personnalisé auprès de ce public. Des semaines voire des mois peuvent en effet être nécessaires pour convaincre ces personnes en rupture de se faire aider. En 2012, l'équipe a rencontré ou suivi 409 patients, en majorité des hommes de 20 à 35 ans. Un chiffre en hausse de 16% par rapport à 2010. Des patients signalés par des travailleurs sociaux ou rencontrés lors de permanences dans des lieux fréquentés par ce public, comme par exemple des centres d'hébergements.

« Le punk à chien ne se cachera pas à la campagne, il ira forcément en centre-ville où il sera vu. C'est une manière d'exister dans le regard des inclus. »

pas parce qu'on est sans logis qu'on est forcément alcoolique ou toxicomane ! Chez les migrants qui sont à la rue, il y a très peu de problèmes de drogue ou d'alcool.

Concernant les migrants justement, vous dites qu'ils souffrent souvent d'un stress dépassé. De quoi s'agit-il ?

Certains psychiatres l'appellent le syndrome d'Ulysse. Il s'agit d'une accumulation de stress qui aboutit, au bout du compte, à une sorte de burn-out de stress. Les gens perdent pied à cause d'un « trop ». Il y a le stress du voyage jusqu'ici, comme par exemple les migrants qui ont failli se noyer en traversant la Méditerranée et qui



sont entrés en Europe par l'île italienne de Lampedusa. À celui-ci s'ajoute le stress accumulé dans le pays d'origine. Beaucoup de migrants ne sont pas des opposants politiques qui ont été persécutés mais des êtres humains qui fuient des pays chaotiques et une insécurité globale. C'est notamment le cas en Afrique ou dans le Caucase. Et enfin il y a l'insécurité ici. En France, le traitement de la demande d'asile peut prendre des années, contre quelques mois en Allemagne ou dans les pays scandinaves. Or c'est une attente extrêmement mortifère.

Rennes dispose-t-elle de suffisamment de moyens pour prendre en charge cette population, socialement et médicalement ?

On est largement débordés. En termes d'hébergement, il n'y a que 400 places en centre d'accueil pour les demandeurs d'asile (dans le département, ndlr) or il y a presque 2000 arrivants par an. Certains n'auront jamais de place et seront dépendants du 115 pendant des mois, voire des années. Mais appeler le 115 tous les jours pour dormir, c'est quelque chose qui rend dingue quand on n'y est

« Les enfants à la rue, c'est une bombe à retardement (...). Ils développeront un tel trauma qu'ils seront dans une forme d'inadaptation sociale plus tard. »

pas préparé. Parmi ces migrants, il y a des journalistes, des médecins... L'instituteur qui vivait en Géorgie avec sa famille et qui a du tout quitter du jour au lendemain pour devenir sans abri à Rennes, il n'était pas prêt pour ça. L'hôpital reçoit aussi énormément de demandes de consultations, pour les enfants notamment. Les enfants à la rue, c'est une bombe à retardement. On sait que s'ils passent des années de leur vie sans domicile, ils développeront un tel trauma qu'ils seront dans une forme d'inadaptation sociale plus tard. En clair, en les laissant dehors, on fabrique des délinquants.

Vous proposez une piste de solution avec la création d'une maison d'accueil santé migrants ?

Ce projet associe notre équipe mobile, l'hôpital Guillaume Régnier et le réseau Ville-Hôpital. Il est en cours d'examen à l'agence régionale de santé. Il y a un vrai consensus de tous les acteurs – municipalité, hôpital, associations... – sur la nécessité de créer cette structure. La question est celle du financement. Veut-on soigner les demandeurs d'asile ? Ce sera un choix politique.

Si elle voit le jour, en quoi consistera-t-elle ?

On pourra y mettre en place des pratiques thérapeutiques spécifiques. Certains migrants ont subi des traumatismes extrêmes comme de la torture ou des viols répétés. Ce sont des pathologies auxquelles mes collègues et moi-même étions peu confrontés jusqu'ici. L'idée est donc de créer un centre avec des traducteurs et des personnes compétentes pour prendre en charge ces traumatismes. Cela pourra aussi être un lieu d'observation du syndrome d'Ulysse afin de faire émerger des pistes de solution quand l'hôpital n'est pas la réponse adaptée. C'est un projet pionnier. S'il voit le jour, il sera le premier centre public de ce type en France.

Et concernant les précaires dits autochtones, ceux qui ne sont pas des migrants, le système actuel de prise en charge est-il adapté ?

Le travail en réseau avec les travailleurs sociaux fonctionne bien. Le problème est que parfois, au bout de ce réseau, il n'y a rien car les centres médico-psychologiques sont débordés. Les demandes de consultations y ont augmenté de 120% en dix ans. Donc aujourd'hui ils « priorisent » et se recentrent sur leur cœur de métier, la pathologie mentale. On demande énormément à la psychiatrie et aujourd'hui elle ne peut plus répondre.

Quelles seraient les solutions ?

La prévention, tout d'abord, et des alternatives au tout-sanitaire. Des pays comme le Canada ou le Brésil ont développé des thérapies communautaires intégratives. Dans des favelas brésiliennes, il s'agit par un exemple d'un travail de groupe où la communauté cherche des solutions pratiques pour remédier à cette souffrance psycho-sociale. Ce type d'initiative reste très embryonnaire en France. Mais il y a des solutions qui se mettent en place. À Rennes, une association de psychothérapeutes et de psychologues organise des consultations gratuites. Notre équipe mène également des thérapies de groupe communautaires dans des chantiers de réinsertion. ■

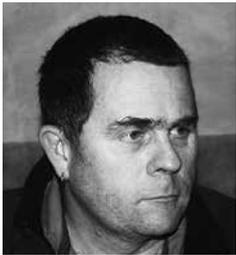
ITINÉRAIRES ET LIEUX DE VIE

Géographie de l'errance rennaise

RÉSUMÉ > *Comment s'organise l'errance sur l'espace public rennais ? Quels sont les lieux de vie, de subsistance, de socialisation ? Éducateur spécialisé, Bertrand Poënces accompagne au quotidien les jeunes marginaux dans le centre-ville rennais. Il livre ici des clés de lecture essentielles pour comprendre certains aspects d'un mode de vie qui surprend et dérange.*



TEXTE > **BERTRAND POËNCES**



BERTRAND POËNCES est éducateur spécialisé. Il travaille au sein de l'équipe de Prévention Spécialisée (éducateurs de rue) « Le Relais » de l'association Sauvegarde de l'enfant à l'adulte en Ille et Vilaine (SEA 35) dans le centre-ville de Rennes. Ce texte est issu du mémoire réalisé en 2012 dans le cadre d'un travail de recherche-action auprès des jeunes en errance à Rennes.

La présence de personnes à la rue n'est pas une réalité nouvelle à Rennes. Comme pour la majorité des villes de cette importance, le centre et sa périphérie immédiate sont les plus fréquentés. C'est là que se situent les espaces de regroupements, les lieux de manche. Il en est de même pour les lieux de « résidences nocturnes » que sont les squats, les porches ou les parkings. La municipalité et le tissu associatif cherchent depuis de nombreuses années à comprendre et à résoudre cette problématique. Des initiatives existent dans presque tous les domaines répondant globalement à la plupart des difficultés rencontrées par les personnes se trouvant à la rue. Ce n'est pas pour autant qu'elles conviennent à toutes les personnes, notamment aux plus jeunes et surtout à celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette catégorisation de « jeune à la rue ». Les premières structures œuvrant dans le domaine ont vu le jour dans le courant des années 1990, d'autres sont venues compléter l'offre au début des années 2000. L'ensemble de ces structures fait de l'accueil généraliste et c'est ainsi





RICHARD VOLANTE

que peuvent s'y retrouver sans distinction des jeunes d'à peine 18 ans (les mineurs sont accompagnés par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance), des personnes avec déjà plusieurs années de rue, des réfugiés, des demandeurs d'asile, des hommes, des femmes, des familles...

Si je me réfère à mes débuts de pratique professionnelle en centre ville de Rennes, je peux considérer que les espaces de regroupements des personnes à la rue ont peu évolué sur une dizaine d'années. À

l'époque cinq lieux majeurs focalisaient l'attention autour de la « zone rennaise » : la gare, « le Charleston » à l'entrée du mail F. Mitterrand, le Colombier, les Prairies Saint-Martin et la Place Sainte-Anne. Tous ces espaces fortement identifiés sont situés dans le centre de Rennes dans un rayon de deux kilomètres autour de la place de la Mairie. Aujourd'hui seuls deux d'entre eux sont toujours d'actualité : Sainte-Anne et le secteur Colombier, et dans une moindre mesure les Prairies, la

“

On a été en squat et dehors. On a été au Crous, c'était à l'abri aussi, le Crous c'est un lieu où il y avait pas mal de monde depuis vachement longtemps qui squattait là-bas donc il y a eu ça, après on a squatté derrière le Monoprix donc c'est pareil, c'est un lieu qu'on nous avait indiqué aussi. Sinon, on a fait quatre squats différents.

– Quatre squats différents en un an ? Donc, c'est quand même toujours un peu galère de trouver.

– C'est surtout galère de rester, c'est ça en fait parce que si je compte sur l'année, on est resté plus longtemps en squat que dehors (...).

– Et pour quelles raisons tous ces squats là ont fermé ou pourquoi vous les avez quittés ?

– Le premier devenait vraiment insalubre, on était un peu avec les rats qui en avaient plus rien à faire du fait qu'on soit là. Ils étaient chez eux, on avait beau leur jeter des trucs dessus. Le second, il a eu, un peu, des problèmes de mésentente, donc, du coup, on est parti. Le troisième, c'était quand même assez loin, on avait à chaque fois, on avait plus d'une demi-heure à faire par jour.

Conversation avec Z. 20 ans.



RICHARD VOLANTE

« zone » s'étant par ailleurs éclatée sur l'ensemble du centre ville, voire de la ville. Pour désigner ces espaces appropriés ou au moins occupés par les personnes à la rue, je les cataloguerai en trois domaines : les lieux de résidences nocturnes ou les squats, les lieux de manche et les espaces de regroupements. Ces divers espaces sont toujours sensiblement les mêmes depuis plusieurs années mais en même temps en constante évolution.

Les squats ou résidences nocturnes

Les squats sont par définition des locaux occupés illégalement par des personnes en vue d'y établir résidence. Je ne parlerai pas ici des squats alternatifs établis autour de projets communautaires, artistiques ou politiques. Ces types de squats ont des leaders, des règles de vie qui implique une volonté de partager quelque chose de commun. Il y a autour de ces lieux une dynamique positive, une démarche militante d'autant plus qu'elle s'inscrit dans une logique de face-à-face par rapport à certaines formes d'autorité de la société.

En opposition à ces lieux organisés, les squats qui concernent les jeunes que nous accompagnons sont des lieux ouverts avec la seule volonté de se mettre à l'abri, dans une démarche d'opportunité, de survie. Le plus fréquemment les espaces sont peu salubres voire totalement insalubres et ne disposent que très rarement d'eau et d'électricité. Ce sont souvent des bâtiments vétustes, délabrés, en attente de destruction ou que les jeunes ont démuré. Il n'y a ici que peu de règles de vie commune. La promiscuité, les vols, la violence sont monnaie courante. Les consommations d'alcool et de drogues sont souvent fortes et il n'est pas rare d'y trouver bouteilles vides et seringues usagées en quantité. Les seules règles d'hygiène consistent souvent à se servir d'une pièce comme toilettes ; celle-ci sera condamnée quand la situation deviendra intenable. La présence de chiens et les aboiements ne contribuent pas à la tranquillité ni à la salubrité des lieux et est souvent la cause du repérage par les voisins d'une occupation illégale et de l'arrivée des forces de l'ordre.



Il y a les squats dits fermés. Il peut s'agir de maisons en voie ou en cours de démolition, de hangars désaffectés, de caves, de parkings, de locaux techniques qui vont faire l'affaire quelques jours, quelques semaines pour se mettre à l'abri. Il y a également les squats ouverts quand le jeune trouve refuge sous un porche, une porte cochère, l'entrée d'un distributeur automatique de billets, un parking souterrain, un ancien garage inoccupé. C'est actuellement « le choix » majoritaire que font la plupart des jeunes que nous suivons. Certains autres « préfèrent » une certaine liberté en faisant le choix de la tente, du campement. Cela résulte plus du fait que les hébergements en dur sont des plus difficiles à trouver et surtout à garder. Pour ces derniers, il faut bien souvent monter la tente chaque soir et démonter chaque matin au risque de voir son bien disparaître ou être détruit.

La fin des grands squats

Certains de ces lieux peuvent être occupés ainsi sur plusieurs années entre expulsions, murages et réouvertures. Cela a été le cas du squat au Charleston ou encore des prairies Saint-Martin. Certains espaces sont occupés par une seule personne (ce qui est rare) ou par des groupes qui se font et se défont au gré des rencontres et des circonstances. En tout état de cause, ils sont le plus souvent dans des états catastrophiques et se détériorent au fil des semaines. De plus, comme ces jeunes sont dans la plus complète illégalité, ils sont toujours en risque d'expulsion, de verbalisation.

Aujourd'hui, il n'y a plus sur Rennes de grands squats comme il pouvait y en avoir à la fin des années 1990. A l'époque, certains soirs d'hiver plus d'une trentaine de personnes, jeunes ou moins jeunes, pouvaient ainsi trouver refuge dans les parkings souterrains du Colombier. Il en était de même sur l'esplanade sud de la gare. Dans les prairies Saint-Martin de nombreux campements, des jardins à l'abandon ou des maisons désaffectées étaient occupés par une « faune des plus bigarrées », celles-ci ont toutes été rasées.

Actuellement, même si nous sommes toujours autorisés à visiter les squats par leurs occupants, la parole est moins libre pour divulguer les lieux de repli. Chacun cache avec suspicion sa petite résidence, aussi misérable qu'elle soit, et il y a peu de gros squats, visibles et connus de tous. Chacun se préserve, a peur de se retrouver dehors, de se faire prendre la place ; l'essentiel étant de



RICHARD VOLANTE

ne pas se faire repérer que ce soit par les voisins, la police ou les personnes dans la même situation. La solidarité ne fait pas forcément force de loi et chacun se doit d'être méfiant avec tous. Les jeunes avec sac à dos sont en général ceux qui n'ont pas de squat fermé et ils sont donc condamnés à porter sur leur dos l'intégralité de leurs richesses au gré de leurs déambulations.

Les lieux de manche

Traditionnellement, les lieux de manche se situent en centre ville ; même si nous avons vu l'émergence de la manche dans les quartiers et les communes de la périphérie rennaise. Il est en effet plus pertinent de demander quelques pièces, de la nourriture ou du tabac dans les espaces fréquentés par le public, sur les voies de circulation piétonne. Plusieurs types de manche peuvent être à l'œuvre suivant les lieux ou les personnes : en stationnement avec ou sans support attractif (vente d'objet, musique...), assis, debout, à la rencontre...

“

Qu'est ce qui est le plus difficile ?

– Faire la manche, parler à des gens qui vous jugent direct, ça y est t'as des chiens, t'es un punk à chien, moi je suis pas punk, j'ai des chiens OK mais... Faut qu'ils arrêtent de juger les gens.

– C'est si dur que ça la manche ?

– Ouais, ouais c'est assez dur.

– Quand tu dis c'est assez dur...

– Ouais ben faut se motiver, quand t'as des gens qui te cassent toute la journée c'est pas motivant

– C'est le regard des autres...

– Ouais le regard, et ce que les gens pensent, tu te dis y'en a certains faudrait leur mettre une balle dans la tête, ils devraient même pas passer sur le trottoir.

– Ils sont agressifs vis-à-vis de vous ?

– Ouais, y'en a qui parlent même pas, en général c'est les pires, ceux qui te regardent même pas, ils te méprisent, ils te regardent de haut... Moi j'ai réussi ma vie, toi t'as vu où t'en es... T'es rien qu'une petite merde... Ça peut t'arriver toi aussi...

Conversation avec J. 24 ans.



RICHARD VOLANTE

Ces espaces ont très peu évolué sur les dernières années et se situent sur un axe qui va de la place Sainte-Anne jusqu'au centre commercial Colombier ainsi qu'autour de la gare. Les commerces privilégiés sont ceux où la clientèle utilise de la monnaie comme les boulangeries et les bureaux de tabac. Nous retrouvons également les « mancheurs » autour des centres commerciaux, au pied des distributeurs bancaires.

La manche est certes et d'abord une activité de subsistance pour des personnes sans ou à faibles ressources comme les jeunes de moins de 25 ans qui ne perçoivent pas les minima sociaux. C'est aussi un temps qui borne la journée ; certains n'hésitent pas à dire qu'ils vont au boulot, qu'ils sont au bureau quand ils font la manche. La manche c'est aussi un outil fort de lien social qui rattache le jeune au monde réel, à la norme, à la société. La manche ce n'est pas le seul fait de mendier une pièce ou de la nourriture ; c'est aussi la construction de liens que recherchent ces jeunes à la rue. Des amitiés peuvent

même se lier. J'ai le cas d'une jeune femme qui est une habituée d'un espace de manche et qui lors d'un départ de quelques jours a causé de l'inquiétude à certains habitants habitués à la voir et à lui donner. Cette construction de liens peut se faire dans les deux sens pour des habitants qui se retrouvent seuls et sans réseau dans leur logement et qui n'ont que cet espace de la rue et ces jeunes pour entrer en relation avec autrui. La manche est une activité qui peut être aisée pour certains jeunes ; pour d'autres, c'est une véritable corvée, une contrainte tant il est difficile pour eux de se « rabaisser » à demander l'aumône.

Les espaces de regroupements

Comme tout groupe social les jeunes à la rue ont le souhait de pouvoir se retrouver, de se réunir ; mais contrairement à beaucoup d'entre nous, ils n'ont pas la possibilité de se rencontrer dans un espace privé personnel. Ils se regroupent donc sur leurs espaces de vie que sont les espaces publics. Ces derniers deviennent alors en



Au début, quand on est arrivé, le premier contact qu'on a eu, on est allé au CAO, on nous a dit d'aller au CAO pour déjà faire une adresse.

– Qui « on » nous a dit ?

– Les collègues.

– Les collègues que vous étiez venus rejoindre.

– Ils nous ont donné l'adresse du CAO, donc du coup, on s'est présenté, on a eu une carte avec les différents lieux, le Puzzle, le Relais aussi, enfin tout ce qui pouvait nous aider. On a eu cette carte-là et puis ensuite, c'est surtout aussi avec le bouche-à-oreille, les collègues qui nous ont dit vous pouvez trouver ci, vous pouvez trouver ça et puis voilà.

Conversation avec Z. 23 ans.



RICHARD VOLANTE

partie privatisés par ces jeunes ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes de cohabitation. Comme pour les lieux de manche, ces espaces se trouvent très majoritairement sur le centre et sont souvent identiques les uns aux autres. La place de la République, celle de la Mairie et la gare ont longtemps fait partie de ces lieux. Mais pour des raisons diverses, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Deux places sont en revanche très clairement identifiées par la zone elle-même mais aussi par la population et les politiques : il s'agit de la place Sainte-Anne et du secteur du Colombier et place Charles De Gaulle. Ces différents espaces sont souvent le théâtre d'attroupements cosmopolites de jeunes parfois bruyants avec leurs chiens. Ces lieux sont à la fois des lieux de fixation mais aussi des endroits où chacun sait pouvoir y retrouver des amis ou des connaissances, même après plusieurs mois d'absence sur Rennes. On y retrouve également souvent ceux qui ont accédé au logement mais qui n'ont pas d'autres réseaux sociaux que les personnes à la rue et qui viennent donc là rejoindre les amis, les connaissances. Ce sont

aussi des lieux où tout nouvel arrivant pourra avoir des informations sur les circuits rennais de quelque ordre que ce soit (social, squats, addictions ...).

L'ensemble de ces espaces d'appropriation que sont les squats, les lieux de manche ou les lieux de regroupements de ces jeunes à la rue ne sont pas exclusivement des lieux de relégation, de désocialisation, même s'ils donnent à voir le plus souvent une image négative, notamment au regard des normes socialement admises. En effet, sur ces espaces peuvent se dérouler des interactions favorables à une certaine forme de construction, de « socialisation marginalisée » voire de reconstruction pour ces jeunes qui ont eu dans leur très grande majorité des parcours de vie difficiles, des enfances, des adolescences meurtries. Car, il ne faut pas l'oublier ni se leurrer. Si ces jeunes sont à la rue, c'est le plus souvent par défaut, la fuite d'un environnement défavorable et maltraitant, un choix « contraint » par les aléas d'une vie déjà sacrément difficile et compliquée. C'est ce qui peut permettre à certains d'entre eux de se redresser, de relever la tête. ■

Une éducatrice de rue, ici avec un groupe de jeunes, dans le centre de Rennes.

JEAN-GEORGES KERGOSIEN

« La mise à l'abri ne suffit pas ! »

RÉSUMÉ > Le SIAO (Service intégré d'accueil et d'orientation) est le service mis en place par l'État pour organiser et réguler l'accueil des personnes en mal de logement, le fameux 115. Il réunit en Ille-et-Vilaine les huit associations qui proposent un hébergement d'urgence. Son président Jean-Georges Kergosien explique ici les difficultés à gérer la demande, à donner à chaque demandeur une chance d'en sortir. Mais les réformes annoncées, celle de l'organisation du droit d'asile et la réforme territoriale, sont pour lui porteuses d'espoirs.



PROPOS RECUEILLIS PAR > JEAN-YVES MERRIEN

PLACE PUBLIQUE : Quel bilan tirez-vous des trois années de coordination de l'accueil des sans-abris et des mal logés en Ille-et-Vilaine avec le SIAO ?

JEAN-GEORGES KERGOSIEN : Confronté à la croissance vertigineuse du nombre de personnes sans-abri et ou mal logées, à la recherche d'un hébergement en urgence et à la diversité des réponses institutionnelles, associatives, caritatives, l'État a mis en place cette coordination départementale, le SIAO, en décembre 2009. Il n'est pas facile de faire travailler ensemble l'État, les collectivités locales et les associations. L'État revendique le pilotage de la coordination mais peine à l'organiser. Le dialogue entre l'État et les associations s'est fait dans un premier temps, sans que les bailleurs sociaux et les collectivités aient été totalement associés. Autre difficulté : faire travailler ensemble des associations et faire en sorte qu'elles acceptent de se soumettre à l'autorité tierce du groupement de coopération, bref abandonner une partie de leur souveraineté.

D'autant que les champs d'intervention, eux aussi, ont évolué.

C'est vrai, de nouveaux publics apparaissent : des jeunes aux parcours chaotiques, sujets à des addictions fortes, à

des pathologies mentales, des familles, essentiellement des familles de demandeurs d'asiles ou déboutées de ce droit d'asile, des femmes seules, de plus en plus jeunes, avec enfants. Dans ces conditions, les structures d'accueil font difficilement face à la croissance des demandes sans augmentation proportionnelle des moyens. Les cellules d'accueil et d'orientation, les services du 115 sont débordés, en particulier en raison de la multiplication des appels venant des demandeurs d'asile. Des réponses se précisent, cependant : abandon de la gestion saisonnière de l'urgence en pérennisant des places dites hivernales (soit 63 places supplémentaires), séparation des publics, rattachement de chaque public à un budget spécifique selon qu'il relève du droit commun ou du droit des demandeurs d'asile. Ces mesures permettront de mieux mesurer l'adéquation des moyens aux besoins.

Pour les demandeurs d'asile, le cadre juridique est-il un frein ?

La législation sur l'immigration et l'organisation du droit d'asile complexifient la tâche : les déboutés du droit d'asile ne relèvent plus de ce droit au sens strict mais du 115, qui est un accueil inconditionnel, quelque soit la nature



du titre de séjour. Les annonces récentes marquant une volonté politique de clarification de l'immigration – rapidité de traitement des demandes d'asile, toilettage des textes... – peuvent d'abord favoriser le sort des personnes demandeuses mais aussi faciliter le travail des intervenants.

Revenons-en au SIAO, que vous présidez. Comment fonctionne-t-il, dans ce contexte ?

Son premier objectif est de coordonner les acteurs, pour qu'ils travaillent ensemble, partagent les meilleures pratiques d'accueil, développent leurs complémentarités.

Il vise aussi à réguler les places, faire en sorte que l'hébergement d'urgence permette le repérage des personnes, leur identification, l'évaluation sociale et une meilleure orientation. Enfin, nous observons le phénomène de demande d'hébergement. Qui sont les demandeurs ?

« L'accueil doit être dynamique, prospectif et implique un suivi. »

D'où viennent-ils ? Comment sortent-ils de ces périodes de mise à l'abri ? Ces observations qualitatives et quantitatives sont transmises au pilote de ce dispositif, l'État. À charge pour celui-ci d'augmenter les moyens, de mieux les répartir, de diversifier les actions.

Y a-t-il un code de bonnes pratiques de cet accueil d'urgence ?

Notre objectif est de réduire, par la coordination des acteurs, les obstacles à l'accès à l'hébergement d'urgence ou à une démarche d'insertion. Par exemple, la question des chiens : les propriétaires de ces chiens sont-ils maîtres de leurs animaux, accepteront-ils de les museler ? Autant de questions que l'on doit se poser au moment de décider d'un accueil. Nous nous sommes rendus compte que le dispositif d'accueil d'urgence était insuffisamment articulé avec le parcours de chaque personne, qu'il fallait éviter les cassures et les ruptures. On pouvait être hébergé une, deux, trois nuits puis repartir dans la nature et revenir quinze jours plus tard sans qu'il y ait eu une quelconque tentative d'engager un processus de réinsertion. Les nouvelles dispositions

réglementaires du 115 privilégient l'accueil, la mise à l'abri, l'évaluation sociale et l'articulation de cet accueil d'urgence avec un projet visant à l'insertion. Cet accueil doit être dynamique, prospectif. Ceci suppose le suivi, l'accompagnement et non la seule mise à l'abri qui serait passive et « assistantielle ».

Il est reproché à cette organisation de « promener » trop souvent les personnes accueillies de centre d'accueil en centre d'accueil.

La nature même de l'hébergement et sa gestion, une mise à l'abri de 3/4 jours, si elle n'est pas dynamique, court ce risque. Il faut évaluer, identifier, suivre et accompagner mais ceci suppose de changer les pratiques et de coordonner tous les intervenants.

Si la personne dit « vous m'avez accueilli, je souhaite rester là », elle en a le droit d'un point de vue réglementaire. Mais peu demandent la prolongation du séjour, soit par méconnaissance de l'existence de ce droit, soit parce qu'elles se sentent redevables vis-à-vis de la société de les avoir accueillies quelques jours.

Cette structure de concertation a été très critiquée à ses débuts...

Effectivement, au départ les associations ont pensé que c'était un gadget qui ne résisterait pas aux aléas électoraux. D'autant que les moyens mis à disposition des huit associations réunies au sein du SIAO étaient réduits : un mi-temps ! Ces associations ont donc décidé de ne prendre en charge que l'hébergement d'urgence, renvoyant à plus tard et à des moyens supplémentaires la question de l'insertion.

Autre critique, la faible place laissée au départ aux collectivités locales et aux bailleurs sociaux, qui comme les associations émettaient des réserves sur cette politique.

Quels sont vos projets pour améliorer les choses ?

Les pouvoirs publics ont accru les moyens du SIAO et nous avons pris l'engagement de développer le volet « insertion » de notre mission. Plus tard, nous nous intéresserons aux conditions de sortie des dispositifs d'insertion et notamment aux divers types de logement qui pourraient être proposés : maisons relais, résidences sociales... Ces développements impliquent d'associer étroitement bailleurs sociaux et collectivités territoriales à l'action des SIAO. Ce sont les acteurs-clés de toute politique de logement et d'hébergement sur un territoire. ■

LIEUX D'ACCUEIL

De l'humain dans les marges

RÉSUMÉ > *Le Puzzle est un lieu d'accueil de jour pour les personnes en errance, cale de la Barbotière à Rennes. Il propose différents équipements (douches, machines à laver, salle de convivialité). Cet espace d'hospitalité, qui accueille dans l'anonymat et sans distinction toute personne à la rue, s'inscrit dans une longue tradition. Mais comme l'explique l'un de ses responsables, Dominique Pirot, cette démarche de resocialisation qui consiste à « transformer un cri en demande » ne va pas de soi.*



TEXTE > **DOMINIQUE PIROT**

Directeur du Pôle Précarité Insertion de la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte en Ille-et-Vilaine, je me trouve, de fait, concerné par la question de la marginalité et des dispositifs ouverts pour la recevoir. Je voudrais ici mettre en lumière la manière dont ces lieux d'accueil sont porteurs d'une conception de l'humanité. En effet, je dirige essentiellement des lieux d'accueil visant l'accès à la citoyenneté et au droit par des supports d'intervention variés. Ces dispositifs proposent également du soutien à l'initialisation ou à la réinitialisation des parcours d'accès à l'hébergement ou au logement pour des personnes accueillies et/ou accompagnées.

Anormalité contemporaine

Sur ces personnes, les discours sont plutôt bien « rôdés ». Les publics sont « repérés », et le travail auprès d'eux tend à la standardisation, de sorte que, le plus souvent, les « ruptures passées », réelles ou supposées, sont mises en

avant, comme les causes évidentes explicatives de la situation actuelle. Une manière assez simple de fabriquer des pages avec une marge bien nette, repérée, codifiée, qui vient surtout mettre en valeur le lieu où doit s'écrire le corps du texte. Le lieu où le social est normal, le lieu où l'extravagance de la différence de l'autre est supportable. Car l'autre est fondamentalement insupportable. Et c'est précisément le travail du lien social qui permet de tempérer ce rapport toujours conflictuel. Les dispositifs d'accueil visent le retour à une situation normale de personnes qui nous arrivent marquées du sceau de l'anormalité contemporaine. Cette marginalité peut s'exprimer dans le fait divers ou la représentation générale par le rassemblement sur l'espace public avec des animaux et singulièrement des chiens. Nous recevons, pour une partie d'entre elles, ces personnes accompagnées de chiens. Un animal pour un homme, parfois deux, trois, davantage... Ce compagnonnage apparaît dans une certaine mesure comme une indication de marginalité. Il rend visible le « marginal ». Il met à distance par crainte, il attire par fascination. Il est un appel et un repoussoir.

Transformer les cris en demandes

Il arrive que nous ayons jusqu'à neuf chiens dans les chenils lorsque les personnes accueillies dans Puzzle, l'accueil de jour, prennent leur douche, ou viennent faire une pause en attendant les fins de cycle lavage/séchage de leurs vêtements. La disparition des maîtres de la vue des chiens les fait hurler. Et inversement il se produit souvent une réponse de vocifération inattendue du maître à l'égard du chien. À bien y regarder, ces faits nous convoquent, nous convient, nous qui avons fait profession de travailler le social, à devenir le lieu d'adresse où les cris et les appels s'entremêlent. Nos dispositifs ne peuvent faire

DOMINIQUE PIROT est le Directeur du Pôle Précarité Insertion de l'Association la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte en Ille-et-Vilaine. Le Puzzle, lieu d'accueil de jour pour les sans-abris à Rennes, est géré par la SEA 35.



^{1,3} MAILLARD Christian, *Histoire de l'hôpital de 1940 à nos jours, comment la santé est devenue une affaire d'Etat*, Dunod, Bordas, Paris, 1986, p.7.

² FOUCAULT Michel, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Gallimard, collection TEL, 1972, p.36.

l'impasse sur cette réalité qu'ils doivent, à partir des supports d'intervention qu'ils utilisent, être avant tout des laboratoires de transformation des cris en demandes. Au fond, il s'agit de permettre à chacun, à partir de ce lieu d'adresse qui accepte son cri, de recycler ce cri en demande, dans la promotion d'un parcours où l'autre devient supportable, où le rapport à l'autre se tempère. Ceci n'est pas nouveau. La constitution historique de ces lieux d'accueil trouve son apparition avec l'avènement de la civilisation chrétienne en Occident. L'Église supplée alors à la réduction familiale et à la déliquescence de l'empire romain dans l'organisation des fonctions collectives essentielles : la charité chrétienne permet une répartition des biens, en cautionnant le legs comme acte salvateur, et en administrant les fonds ainsi collectés. Des lieux collectifs apparaissent qui ont pour vocation la mise à l'écart, l'isolement, ou l'exclusion de ceux qui, pour des raisons diverses ne sont plus pris en charge par la cellule familiale : « les enfants abandonnés par définition ; les vieillards, les infirmes, les pauvres lorsque la famille est défaillante ou impuissante à les secourir ; les pèlerins, les militaires malades ou blessés qui, provisoirement

éloignés de leur lieu d'origine, sont de ce fait isolés ; et puis des malades, moins en raison de leur affection, que parce que celle-ci les prive de ressources, et les met à la charge d'autrui¹. »

Prisons sociales

Michel Foucault insiste sur cette fonction, en montrant comment les institutions destinées à isoler les lépreux perdurent alors que cette maladie disparaît en Europe : pauvres, vagabonds, correctionnaires et têtes aliénées reprennent le rôle abandonné par le ladre. Le trait de la marginalité se trace, à partir d'une conception morale autour « des avarés, des délateurs, des ivrognes ; [...] ceux qui se livrent au désordre et à la débauche ; ceux qui interprètent mal l'Écriture, ceux qui pratiquent l'adultère.² » L'Église crée l'ordre des « bons fils », les frères de Saint-Jean de Dieu, les lazaristes et gère autant de « charités » que la générosité des fidèles leur en confie : Paris, Charenton, Senlis, Château-Thierry, Pontorson, Cadillac, Romans, Armentières, Maréville, Caen, Saint-Méen de Rennes...

Christian Maillard ajoute : « l'architecture des maisons nouvellement créées par le pouvoir royal ne laisse aucun doute quant à leur fonction primordiale : il s'agit bien de prisons sociales, qui, sans être dépourvues de tout humanisme chrétien, enfermaient les pauvres et les soumettaient à un travail obligatoire et à un mode de vie disciplinaire³. »

Lieux de parole

Aujourd'hui, l'ancestrale fonction de « résorption des oisifs et de protection sociale contre les émeutes et l'agitation » s'est déplacée vers d'autres lieux.

Les dispositifs du Pôle Précarité Insertion visent à l'inclusion sociale des personnes qui s'adressent à lui. En acceptant d'être des lieux de parole où chacun, au plus singulier de son cri, puisse s'articuler un tant soit peu au langage de l'autre, il prend finalement en compte ce qui s'oublie parfois aujourd'hui : que l'humanité ne se constitue que d'êtres qui communiquent. Le lien social n'est pas autre chose que ce nouage entre l'expression d'un individu accordée à la langue partagée par le collectif. Sa marginalité peut s'étayer progressivement, pour tenir sans trop de dommage dans le social.

Plutôt qu'un trait de délimitation de la marge, c'est l'activation d'un trait commun d'humanité qui se dessine. ■



Le Puzzle, lieu d'accueil de jour pour les sans-abris à Rennes.

VALEUR DES CHOSES

Ces objets qui content de petits riens



Bruno

RÉSUMÉ > *Lorsqu' on a comme seuls biens ce que l'on porte sur soi et emporte avec soi, quel est l'objet qui compte le plus, qui conte une histoire à laquelle on croit et se rattache ? Cette question, Christine Barbedet l'a posée aux personnes en errance accueillies par le Secours catholique, à Rennes. Morceaux choisis autour de ces « objets de crÔyance », comme elle les nomme.*



TEXTE ET PHOTOS > **CHRISTINE BARBEDET**

Chaque matin, de discrètes silhouettes bardées de sacs se glissent derrière les hauts murs du domaine Saint-Cyr. À l'abri des regards, la nuit des sans-domicile prend fin autour d'un café chaud, dans une salle qui pourrait être celle d'une école. Le Secours catholique propose au petit peuple de la rue de faire une pause matinale : de prendre une douche, de laver son linge, de déposer ses bagages pour la journée, de trouver une oreille attentive... Les paupières alourdies, les traits tirés et les visages abattus en disent long sur le moral de certains d'entre eux. L'attente se conjugue ici au présent sans lendemain.

Bruno et ses repères

« Un objet qui compte ? Mon sac ! C'est ma maison ! Il appartenait à mon frère qui me l'a donné. Il a fait beaucoup de route : Lyon, Rillieux-la-Pape, Vénissieux, Marseille, Toulouse, Montpellier, Clermont-Ferrand, Bordeaux... La Bretagne, Lorient, Brest, Rennes, puis

CHRISTINE BARBEDET, journaliste et plasticienne, est actuellement en résidence d'artiste à La Paillette, lieu culturel à proximité du centre d'accueil du Secours catholique. Elle réalise un travail sur les « objets de crÔyance ». Elle est membre du comité de rédaction de *Place Publique Rennes*.





James

le nord et de retour ici. Dans mon sac, j'ai mis mes biens les plus précieux, comme mes dossiers ». Un vert pour le travail et les démarches auprès de Pôle emploi, et un jaune... pour le reste. « Mon sac à dos, c'est mon vécu, tout ce qui me tient à cœur. Je ne le quitte jamais. » Bruno vit à Rennes depuis six mois. « Je cherche du boulot. J'ai fait de l'intérim. J'en ai marre de la rue. J'ai 30 ans, je suis parti il y a dix ans... La route... Les associations... Les démarches, les animateurs, les foyers, la rue... La route m'a appris à me battre et à savoir me relever. Il faut garder la niaque et l'envie. Je sais que je vais sortir de la galère. La vie ne m'a pas donné la chance ». Bruno avait un rêve : Le football ! « J'étais plutôt bon. J'ai même eu une proposition du centre de formation d'Auxerre. Mes parents m'ont collé dans un lycée technique pour apprendre le bâtiment. » Un souvenir de cette époque ? « Mes premières chaussures de foot données par un copain... Oh, pas une grande marque, mais je les ai gardées



Mona

longtemps ! C'était tellement important pour moi ». Exit les chaussures de sport, le sac à dos est devenu port d'attache. Bruno a un autre trésor qu'il montre avec la pudeur de l'émotion contenue : « Une chaîne offerte par une personne très chère... » Un lien d'affection avec sa petite sœur : « Quand je suis parti, elle m'a dit : « Mets-là, tu penseras à moi ! » Bruno ne l'a pas revue : « Avant, je veux être installé. » Et d'ajouter : « Avoir un objet auquel tu tiens, c'est important. Parfois il ne faut pas grand'chose, cela permet de se souvenir des bons moments passés... ». Le gobelet de café est vide et la douche est libre ...

La chance en médaille pour James

« Trouver une femme, se marier bien, construire une maison... c'est une médaille de chance qui m'a été donnée par Maria Duval, une célèbre voyante, en Suisse. C'est elle qui m'avait conseillé de jouer le 16 et le 18, dans une course de chevaux. Et j'ai gagné une grosse somme !



Vera

Cette médaille sert à donner de la chance... parfois, elle descend, puis elle remonte. Je la garde sur moi depuis vingt-cinq ans ». James dit avoir 54 ans, venir de Macédoine où il tenait un restaurant à Skopje, et être en France depuis dix-sept ans. « La voyante m'a prédit que je mourrai d'une crise cardiaque. C'est une belle mort... rapide ». Aujourd'hui, James explique être peu loquace : « La nuit n'a pas été bonne ! ».

Anneaux d'Audi pour Mona

« Je suis depuis deux ans en France et je cherche du travail, faire des ménages par exemple, mais il y a des gens qui disent ne pas aimer les Roumains. » Mona a la vingtaine coquette et frondeuse. Elle parle le français parfaitement. « Mon ami m'a fait cadeau de cette ceinture, il y a deux ans. C'est mon Audi à moi ». Les trois anneaux révèlent une fascination pour cette marque automobile. Il ne reste plus que le quatrième à trouver pour qu'un jour peut-être le rêve accroche



Aymen

le trousseau de clés à la ceinture de la jeune femme. « Je la mets tous les jours. Elle est abîmée, mais je ne pourrais jamais la jeter ».

Unaz de Vera

« On dit "Unaz" en albanais. La bague que je porte m'a été offerte par mon ami, j'avais 15 ans. Je ne la quitte jamais, le cœur de mon ami est dans ce bijou. Elle a traversé tellement d'expériences. Avec mon ami, je suis en France depuis deux semaines et nous n'avons pas de place où aller ! ». Les mots se cherchent en anglais, bousculés par le poids de la fatigue. Le visage est grave et les traits tirés. Les yeux de Vera s'éclairent d'un sourire fugitif, le regard posé sur le brillant, temps des amours.

La cousine, maillon d'une chaîne

« Ma cousine m'a donné cette chaîne. Le fermoir est cassé, je ne la porte plus. J'ai aussi perdu la gourmette. Elle m'en a fait cadeau en 1991. C'était la première fois que je





Anya et Dimitri

la voyais. » Aymen est en France depuis quatre ans, arrivé de Tunisie. « Avant de venir à Rennes, il y a plus d'un an, j'étais à Paris, mais laisse tomber, il y a beaucoup trop de mouvement. Rennes est une ville calme ». Dans le creux de la main, il joue avec la chaîne. « Quand je la tiens, je pense à ma cousine et au pays. Dès que j'ai un peu de crédit sur mon portable, je l'appelle et cela m'aide... C'est ma cousine... c'est aussi une amie, mon amie ! »

Entre symbole et utilité

Anya et Dimitri ont fui la Biélorussie, il y a 44 jours sur les 732 jours que compte leur amour. Ils sont unis par les liens du mariage symbolisé par les anneaux portés. À leur côté, au hasard d'une rencontre, Vladimir est devenu leur interprète. « Un objet important pour eux ? » Échange de regard et quelques mots : « C'est leur duvet pour dormir. Et pour moi ? C'est ma carte de gratuité de transport qui me permet de me déplacer n'importe où. Celle-là j'y tiens ! ». Le présent de survie



Abou

rend pragmatique, la question qui leur est posée surprend. Vladimir conclut : « Vous êtes romantique ! ».

Crayon d'Abou, rose poésie

« Pour le moment, c'est ce crayon rose comme les roses qui est important. Je me suis retourné, je l'ai trouvé et ramassé par terre, dans la rue. Cela m'intéresse beaucoup de l'avoir pour dessiner et écrire ». Entre les lignes du journal, Abou griffonne en lettres capitales « miser-dise », un mot puisé dans son monde intérieur entre l'Italie, la France et le Sénégal. Une façon à lui de jouer avec les mots et les circonstances. Abou présente son crayon posé sur ses paumes de main : « à l'intérieur, mes mains sont blanches ! »

Il est 11h et le centre ferme ses portes. Chacun retourne à l'anonymat de la rue avec une obsession : trouver un abri pour le soir ! ■

Les noms mentionnés dans le texte sont des noms d'emprunt.



RICHARD VOLANTE

RÉSUMÉ > *Le restaurant social Leperdit, plus connu sous le nom du Fourneau, accueille les sans-abris tous les matins pour un repas chaud dans le quartier de Cleunay. Un lieu essentiel dans la géographie de l'errance rennaise. Le point sur son fonctionnement et ses projets.*

Il est bientôt midi et le couloir du Fourneau ressemble à une ruche. Retrouvailles entre habitués pour les uns, découverte des lieux pour d'autres : la file s'étire le long du couloir jusqu'au guichet de la cuisine. Certains sont arrivés dès l'ouverture à 8h30, pour le petit déjeuner. D'autres consultent les journaux, ou se connectent à l'ordinateur en libre-service. Ce jour-là, une centaine de repas chauds seront servis sur place, auxquels s'ajoutent une trentaine de plats à emporter. Le rythme quotidien d'une journée d'hiver.

TEXTE > **XAVIER DEBONTRIDE**

Derrière la vitre de son bureau minuscule qu'il partage avec deux autres collègues, le responsable Jean-François Perrin veille à tout, n'hésitant pas à mettre la main à la pâte pour servir les repas au moment du coup de feu du déjeuner. Dans cette petite rue tranquille à deux pas du boulevard Voltaire, le Fourneau fait partie des lieux incontournables de l'errance rennaise. On y croise essentiellement des hommes, pas forcément très jeunes, avec des parcours de vie variés.

Aider sans assister

« Leur point commun, c'est qu'ils sont tous en autonomie réduite. La plupart sont sans revenu, ou en situation de non-recours, c'est-à-dire qu'ils n'exercent pas les droits dont ils pourraient pourtant bénéficier, faute de les connaître ou d'être en capacité d'engager les démarches. Ici, nous sommes fédérateurs de contacts ! », résume Jean-François Perrin, à la barre du Fourneau depuis dix ans. Son credo : « aider sans assister, faire avec, plutôt que faire pour ». Comme son nom l'indique, le restaurant social met l'accent sur la convivialité et l'importance du repas chaud. Cuisinés « comme à la maison », les plats - servis pour 1 euro - sont consistants et les portions généreuses. « Nous souhaitons faire de l'alimentation un levier d'insertion », affirme le responsable.

Et de la nutrition à la santé, il n'y a qu'un pas, vite franchi. La présence de l'infirmière durant les heures d'ouverture permet de faire le point et d'identifier les soins prioritaires. « Il s'agit de faire prendre conscience de l'importance du corps et de son éventuelle dégradation, afin que la personne devienne acteur de sa propre santé », résume Jean-François Perrin. Dans l'arrière-bureau, Florence, l'infirmière, enchaîne les rendez-vous, à l'abri des regards. Elle peut aussi proposer d'organiser des bilans médicaux complets et gratuits avec le centre de sécurité sociale du Colombier, en constituant un groupe volontaire.

Bien plus qu'une soupe

Le Fourneau, qui fonctionne toute l'année du lundi au samedi, offre ainsi bien plus qu'une soupe fumante : il permet au public de la rue de rencontrer des travail-

leurs sociaux, d'obtenir une information ou d'être accompagné dans une démarche personnelle. Comme cet ancien détenu à qui l'on propose de visiter un logement à sa sortie de prison, mais qui n'ose y aller seul et qui se fera accompagner par un membre de l'équipe. Le référent du dispositif Sortir de la rue, Damien Morineau, y tient quant à lui permanence deux lundis par mois pour informer les jeunes des possibilités de renouer avec un logement et une formation (voir page 49).

Quarante-cinq ans après sa création par la ville de Rennes, le restaurant social réfléchit à présent à de nouveaux projets. L'équipe souhaite s'investir pleinement dans la relance de la « plateforme de l'errance » qui pourrait réunir les principales structures intervenant dans le champ de la précarité. Ce lieu, dont l'emplacement reste à trouver, permettrait de croiser les expériences dans les domaines de la santé, de l'emploi, de l'accès au droit, de l'usage de l'espace public... Jean-François Perrin rêverait de voir cette plateforme s'arrimer à bord d'une péniche ancrée sur les rives de l'Ille et ou de la Vilaine, avec un espace pour les chiens des sans-abri, mais pour l'instant, le projet reste... à quai.

Actions de médiation

Autre piste, à plus long terme : la modernisation et peut-être même l'extension des locaux de la rue Clémence-Royer, dont la capacité d'accueil arrive à saturation. Plutôt que déménager dans un autre quartier, ce qui impliquerait de repartir de zéro, les responsables du Fourneau préfèrent capitaliser sur le travail d'écoute et de partenariat mené depuis des années avec les riverains pour faire comprendre et accepter leur travail. Une relation de proximité qui porte ses fruits, à l'image de l'action de médiation réalisée avec les habitants du quai d'Auchel, tout proche. Certains d'entre eux s'étaient émus des nuisances causées par les marginaux, qui investissent les rives de la Vilaine lorsque le Fourneau ferme ses portes à 13 heures. Avec pédagogie et dialogue, les équipes du restaurant social ont réussi à apaiser la situation de part et d'autre. Et aux pétitions de riverains en colère, ont alors succédé des messages de remerciements. Une forme de reconnaissance, qui elle aussi, fait chaud au cœur. ■



RICHARD VOLANTE



MIGRANTS

Sur les pas d'un invisible

RÉSUMÉ > *Combien de migrants se trouvent à la rue à Rennes ? Aucun chiffre précis. Mais on peut les estimer à plusieurs centaines. La nuit, ils dorment dans des squats, des hébergements d'urgence ou à la gare. Dans la journée, ils errent à travers la ville. Invisibles. Parmi eux : Nasîm¹, un jeune Afghan de 20 ans. Amélie Cano l'a accompagné quelques heures. Déambulation au cœur de Rennes.*



TEXTE > **AMÉLIE CANO**

Nous retrouvons Nasîm place de la République, un début d'après-midi. L'air est frais, les passants se pressent vers la bouche de métro. Lorsqu'on lui propose de l'accompagner dans les rues qu'il arpente quotidiennement, il s'étonne. « Pourquoi ? Vous les connaissez déjà. Vous êtes rennaise, non ? », interroge-t-il. Oui, mais nous aimerions savoir où vont les migrants et comment ils appréhendent la ville. Un peu méfiant, Nasîm accepte. « Mais elle est bizarre votre idée », sourit-il. Notre déambulation commence rue du maréchal Joffre. Tout en jetant un œil aux vitrines des magasins, nous discutons de sa situation. Nasîm est Afghan. Arrivé à Rennes fin 2011, il attend depuis un an que la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) examine son recours. Comme les trois quarts des demandeurs, il a été débouté en première instance. Tant que la CNDA n'a pas rendu son verdict, il ne peut pas être expulsé. Mais la vie n'est pas rose pour autant. Pas de logement, pas de travail, pas d'argent : l'horizon de Nasîm se limite à la débrouille et au pavé rennais.

Se fondre dans la foule

Nos pas nous mènent vers la médiathèque des Champs Libres. C'est l'un des endroits préférés de Nasîm. Il y passe de longues heures à lire « un peu de tout ». « C'est tran-

¹ Son prénom a été modifié.





La confiance et la solidarité, deux notions compliquées lorsque le quotidien s'apparente à de la survie.

Exilé depuis l'enfance

Nasîm a passé près de la moitié de sa vie en exil. Il n'avait que 13 ans lorsqu'un cousin l'a aidé à fuir l'Afghanistan, seul, à la mort de ses parents. Sa famille a été victime des affrontements entre les talibans et les forces de l'Otan qui ont tués 1523 civils cette année là, selon le décompte de l'ONU. L'adolescent a alors entamé un long périple des confins de l'Iran à la Turquie, puis à travers l'Europe. Il a connu les boulots au noir dans le bâtiment, la restauration, la construction des routes. Il a fait partie de ces milliers de migrants qui ont tenté leur chance à Calais pour rejoindre l'Angleterre. Après plusieurs tentatives avortées, il a finalement atteint la Grande-Bretagne. Là-bas, il a d'abord pu bénéficier de l'aide apportée aux mineurs étrangers : une chambre d'hôtel et quelques mois à l'école. Puis il a commencé à travailler, là encore au noir, tout en étant logé chez un ami. « J'allais dans les restaurants, je demandais à travailler. S'il y avait du boulot ils me disaient oui, ils ne demandaient pas les papiers. Il y avait aussi plein de Pakistanais et d'Indiens qui faisaient comme ça », raconte Nasîm. Mais les traumatismes de ces années d'exil remontent à la surface. Le jeune homme ne dort pas, il a « mal à la tête ». Il consulte un médecin et, de fil en aiguille, est interné en hôpital psychiatrique. Un nouveau choc. Terrorisé par l'idée d'être pris pour un fou et d'être renvoyé en Afghanistan, il s'enfuit à nouveau. C'est ainsi qu'il arrive à Saint-Malo, puis à Rennes.

quille, personne ne parle. Et on peut aller sur Internet » explique-t-il. Lorsqu'il n'est pas à la bibliothèque, Nasîm marche dans le centre-ville qu'il connaît par cœur. Ses lieux de prédilection ? Le quartier du Colombier et les alentours de la place Sainte-Anne. Le jeune homme passe également du temps au centre Alma. Il n'a pas un centime à y dépenser, mais il apprécie de s'y fondre dans la foule. « J'aime bien cet endroit. Les magasins, c'est joli », se justifie-t-il en souriant. Et l'on n'a pas de mal à l'imaginer faire du lèche-vitrine, tel un passant lambda. Qui pourrait se douter, en effet, que ce jeune homme propre, si poli et si discret, est en réalité en train de combler le vide de sa journée sans avoir l'assurance de retrouver un logement précaire pour la nuit ? Et il n'est pas le seul à déambuler ainsi dans les rues de Rennes. Sur notre court trajet entre la place de la République et l'esplanade du général de Gaulle, Nasîm s'arrête à cinq reprises pour saluer des connaissances. Presqu'à chaque fois, il s'agit de jeunes migrants comme lui. Ont-ils des papiers ? « Ça je ne sais pas, je ne leur demande pas » s'écrie-t-il. « On ne parle pas de ça. On se dit "salut, ça va ?", on parle d'autres choses mais ça non, on n'en parle pas... ».

Géographie associative

Comme la grande majorité des migrants de passage dans la capitale bretonne – 1 465 demandeurs d'asile se sont enregistrés à la préfecture en 2012 – Nasîm ne pourrait pas survivre sans les associations. Très nombreuses et actives à Rennes, elles jalonnent le parcours de ces exilés à travers la ville. Nasîm se rend ainsi le mercredi après-midi à l'accueil de jour organisé par le Secours catholique, rue Louis-Guilloux. Le jeune homme bénéficie d'une carte de transports gratuite fournie par le centre départemental d'action sociale. C'est donc en bus que nous nous rendons sur place. Le lieu est un véritable havre de paix pour ces migrants en insécurité permanente. Ils sont une trentaine à boire un café ou un thé, assis dans la salle commune. La plupart, ce jour-là, sont des femmes ou des hommes

seuls venus d'Asie, du Caucase ou d'Afrique. On croise aussi quelques couples. Certains discutent tranquillement. D'autres se reposent, baignés par la lumière du soleil d'hiver qui filtre à travers les baies vitrées. Ceux qui le veulent peuvent prendre rendez-vous avec les bénévoles pour faire un point sur leur situation (voir encadré ci-contre). Nasîm, lui, est venu pour voir ses amis. Ils s'échangent des cigarettes, se prêtent leur téléphone portable. Aucun ne peut payer de forfait, mais ils ont tous une carte rechargeable de l'opérateur low-cost Lycamobile. « C'est gratuit quand on appelle un autre numéro Lycamobile », explique Nasîm.

Une vie sans argent

Son quotidien est ainsi rythmé par ses rendez-vous dans les associations. Le Secours populaire, situé près du cimetière de l'Est, est l'un de ses principaux soutiens. C'est là-bas que Nasîm se rend pour se restaurer, s'habiller et prendre des cours de français. Il y est même bénévole, plusieurs matinées par semaine. Pour prendre une douche ou laver son linge, il se rend à Puzzle, un lieu d'accueil dédié aux SDF et financé par les pouvoirs publics. Mais le jeune homme ne s'y attarde jamais. « Il y a beaucoup de gens avec de l'alcool et des chiens. Je n'aime pas trop, c'est bizarre », décrit-il. Faire cohabiter migrants et SDF est la grande difficulté des structures destinées aux personnes en difficulté. Car s'ils partagent les mêmes besoins, ces deux publics sont totalement différents. Nasîm suit aussi les ateliers de lutte contre l'illettrisme dispensés par les Restos du Coeur et il fait du théâtre dans un centre social. Mais ce qu'il voudrait, c'est travailler. Avoir un salaire et un toit. « Pourquoi je ne peux pas ? », ne cesse-t-il de demander. À cette question, personne ne lui apporte vraiment de réponse. Et pour cause : l'accès au travail, très réglementé, est un véritable casse-tête pour les demandeurs d'asile. Or les associations n'ont ni le temps, ni les compétences pour accompagner les migrants dans ce maquis juridique.

Seul face à des structures débordées

C'est normalement le rôle de structures financées par les pouvoirs publics comme la plateforme d'accueil pour les demandeurs d'asile (Pada). Mais celle-ci est débordée. Elle gère donc en priorité les familles. Les hommes célibataires comme Nasîm peuvent rarement bénéficier de son aide. Il en va de même pour l'hébergement en centre d'accueil pour les demandeurs d'asile (Cada). « À chaque fois que j'y vais ils me disent : "non, il n'y a pas de place

L'accueil de jour, une parenthèse dans l'errance

Le Secours catholique a été le premier, en 2006, à organiser un accueil de jour dédié aux migrants. Tous les mercredi après-midi, ceux-ci peuvent rencontrer des bénévoles pour faire le point sur leurs démarches administratives, solliciter une petite aide financière ou tout simplement s'installer au chaud. Cet accueil est distinct de celui réservé aux SDF, le lundi après-midi. Le Secours catholique a en effet du séparer ces deux publics. « Ils ont des besoins qui se ressemblent mais leur cohabitation est très difficile. Les migrants ne demandent qu'à être intégrés alors que les SDF sont en voie de marginalisation », explique Alexis Garnier, délégué départemental. L'association le constate tous les matins lorsqu'elle ouvre sa bagagerie aux sans abris. « Les familles ont peur des SDF et de leurs chiens. De leur côté, ceux-ci vivent mal l'arrivée massive de ces migrants dans une structure qui, au départ, leur était destinée. Des amitiés peuvent naître mais il y a aussi de l'agressivité, de la violence », témoigne-t-il. Confronté à la même réalité, Puzzle, le lieu d'accueil pour sans abris géré par l'association Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte (SEA 35), a ouvert mi-novembre une permanence spécifique qui peut accueillir une vingtaine de familles migrantes le matin du lundi au vendredi. De nombreuses associations se disent aujourd'hui débordées par la situation. Le Mrap tient ainsi deux permanences hebdomadaires pour informer les migrants sur leurs droits. « Nous n'arrivons plus à faire face », alerte Carole Bohanne. La militante anime également l'association un Toit c'est un droit qui réquisitionne des logements vides pour cette population. « Nous essayons de pallier les carences de l'Etat. Mais il n'y a pas d'accompagnement social dans un squat », rappelle-t-elle. Le manque de moyens attribué par l'Etat pour la prise en charge des demandeurs d'asile, dont il est légalement responsable, est en effet criant en Ille-et-Vilaine. Mais à cette population s'ajoute celle des sans-papiers. D'où le phénomène de saturation dans la métropole rennaise.

pour toi" », s'agace Nasîm. Avec seulement 400 places dans le département pour plus du double de migrants, la situation est ingérable. Pour dormir, Nasîm appelle le 115 ou dort en squat quand une place s'y libère. En théorie, tout existe pour prendre en charge la population migrante. Mais dans les faits, nombre d'entre eux se débrouillent seuls. Deux ans après son arrivée à Rennes, Nasîm oscille entre la frustration et l'incompréhension. Son avenir, il essaye de ne pas y penser. Mais si la France lui refuse à nouveau le droit d'asile, il reprendra peut-être la route. Pour tenter sa chance ailleurs, à nouveau. ■

S'EN SORTIR

BIENTÔT
EN FRANCE

Les chômeurs au
travaux d'intérêt
général forcés

Royaume-Uni

« Bosse pour les allocés » C'est le slogan que les conservateurs britanniques ont lancé hier à la face des chômeurs de longue durée. Le ministre des Finances, George Osborne, leur a en effet annoncé qu'à partir d'avril prochain ils devront s'acquitter de travaux d'intérêt général s'ils veulent continuer à percevoir leurs allocations. Une mesure que le Premier ministre, David Cameron, envisageait depuis 2011 et qui rappelle, en France, la proposition de campagne faite par Nicolas Sarkozy en 2012 pour les allocataires du RSA.

La réforme concerne ceux qui n'ont pas retrouvé de travail après deux ans d'inscription au pro-

gramme national de re-
ploi. Les 200 000 perso-
nnes chaque année fe-
trées ont trois options : un tiers d'
doivent travailler trente
semaine au nettoyage de
l'aide aux personnes
encore dans une organis-
ation. Les autres devront
chaque jour dans leur ag-
l'emploi. Enfin, ceux qui
de problème mentaux
bisme ou d'illettrisme » ;
des formations intensives.

Sanctions renforcées

« Personne n'aura plus
rien », a résumé le min-
cours de son annonce.
« aide à l'emploi », le pro-

L'HISTOIRE

« VIS MA VIE » DE SANS-ABRI DANS LES BAS-FONDS DE SEATTLE

Mike Momany est un sans-abri qui a le sens des affaires. Ce SDF de Seattle (États-Unis), âgé de 44 ans, a décidé de faire découvrir sa ville autrement en proposant aux touristes de se glisser dans la peau d'un vagabond durant trois jours et deux nuits. Contre la coquette somme de 1 700 euros par personne, Mike jouera les guides et promet une « expérience totale » de vie de sans-logis. Rencontre avec des SDF, repas dans des centres de distribution, recherche d'un abri pour la nuit... sur son site Internet, baptisé

realivertour.com, il explique le programme qui attend ses clients. Il leur fournit des habits de vagabond et une nouvelle identité, pour ne pas interférer avec leur vie. Et pour ceux qui auraient des doutes pour leur sécurité, il promet d'activer un dispositif GPS afin d'être suivi en temps réel sur le Web. C'est en vivant depuis quelques mois en tant que vrai vagabond que Mike a eu l'idée de lancer ce séjour extrême. « Je veux montrer nos conditions de vie, car chacun peut voir sa vie basculer à tout instant », témoigne-t-il.

ADRESSES

UTILILES

Documents

Lealté
Korog
SDF

Justice

Confé
Vendredi

CAF

Adulte

SDF

LOGEMENT, FORMATION

Sortir de la rue,
mode d'emploi(s)

RÉSUMÉ > *Le dispositif partenarial Sortir de la rue a été créé fin 2008 à l'initiative de l'État. Il propose une action en direction des jeunes en errance, pour les aider à retrouver un logement et une formation. En dépit des difficultés rencontrées en 2012 suite à une baisse des subventions publiques ayant entraîné le retrait de l'une des associations partenaires, l'initiative se poursuit. Avec des résultats plutôt encourageants, mais fragiles.*



TEXTE > **XAVIER DEBONTRIDE**

Tout est dans le titre ! Le dispositif Sortir de la rue (SDLR) annonce clairement la couleur. Lancée fin 2008 en réponse à un appel à projet de l'État par l'association Sauvegarde de l'enfant à l'adulte (SEA), la Mission locale et l'Apras, cette initiative originale s'adresse aux jeunes de 18 à 30 ans en situation d'errance sur le territoire de Rennes Métropole.

Au cœur du dispositif, on trouve ce que les professionnels appellent « aller vers ». C'est-à-dire une démarche proactive, sur le terrain et l'espace public, pour aller à la rencontre des jeunes concernés, lors de déambulations de plusieurs heures réalisées par des éducateurs spécialisés. Cette mission essentielle était initialement assurée par les équipes de l'association SEA. Mais suite à une diminution des subventions publiques en mars 2012, la Sauvegarde s'est retirée de Sortir de la rue, faut de pouvoir continuer à financer les postes d'éducateurs de rue qui y étaient affectés. L'opération s'est toutefois poursuivie, selon un schéma un peu modifié.

Désormais, c'est Damien Morineau, conseiller technique à la Mission locale, qui fait le lien avec les jeunes à la rue. « Je les rencontre sur les lieux qu'ils fréquentent ha-

bituellement, notamment lors de permanences régulières au restaurant social Leperdit (Le Fourneau) et à l'accueil de jour Puzzle. Cela facilite la sensibilisation et le suivi », explique-t-il, ajoutant aussitôt : « C'est le jeune qui fait 80% du travail ! Je ne suis qu'une force de proposition ».

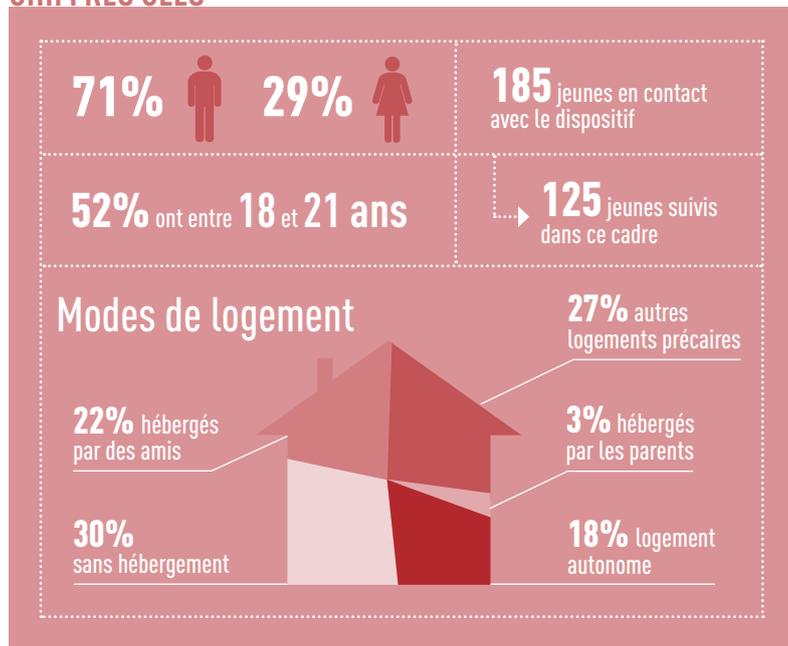
Le travail, justement, démarre systématiquement par un état des lieux personnalisé avec le jeune à la rue pour faire le point sur sa situation administrative, ses problèmes de santé... Critère N°1 pour rentrer dans le dispositif : ne pas disposer d'hébergement stable. En 2013, selon les chiffres du dernier bilan (arrêté à fin septembre), 185 jeunes sont ainsi entrés en contact avec Damien Morineau. Parmi eux, 125 ont été suivis dans le cadre de SDLR, et 51 d'entre eux l'ont intégré au cours de l'année. La durée moyenne d'accompagnement est d'environ 9 mois. Il s'agit essentiellement de jeunes hommes (71%), peu ou pas qualifiés, qui déclarent à 79% connaître une situation de logement précaire.

Accompagnement sur-mesure

Originalité du dispositif : il vise à renouer en parallèle avec le logement et une formation ou un emploi. « Lorsque le jeune souhaite se remettre en route, je peux l'orienter vers la formation Parcours + de l'association Prisme, soutenue par le conseil régional de Bretagne et spécifiquement conçue pour ces publics fragiles. Elle permet d'obtenir une attestation d'entrée en formation, indispensable pour faire une demande d'hébergement, dans un foyer de jeunes travailleurs, par exemple », précise Damien Morineau. « Parcours + permet un accompagnement souple et dans la durée : on peut rester un an, la suivre à mi-temps, à son rythme. C'est vraiment du sur-mesure ! », poursuit-il. Une fois que la problématique d'hébergement est stabilisée, il est alors possible de s'attaquer aux autres difficultés rencontrées (santé, pathologies).



CHIFFRES CLÉS



Source : bilan 2013, de Sortir de la rue, à fin septembre 2013.

En matière d'hébergement, le système donne des résultats, encore modestes, mais encourageants. Ainsi, alors qu'aucun des 69 jeunes sortis du dispositif en 2013 ne disposait d'un logement autonome au départ, ils sont 30% dans ce cas à l'issue du parcours, et ce taux atteint même 44% pour ceux qui ont enregistré une sortie « positive », sans abandon volontaire. Au total, 15 jeunes ont trouvé un emploi, dont 6 en CDI et 5 en emploi d'avenir.

« À présent, le dispositif SDLR est clairement identifié et repéré. Nous continuons sur la lancée du travail accompli. Le bouche-à-oreille fonctionne bien. Même s'il est moins présent sur l'espace public qu'à ses débuts, il est désormais bien ancré sur le territoire rennais », souligne de son côté Philippe Le Saux, le directeur de l'Apras, qui assure le suivi méthodologique en construisant des indicateurs destinés à améliorer les réponses apportées aux situations rencontrées sur le terrain.

Travail en réseau

Du côté des services de l'État, on souligne la qualité du partenariat existant avec les associations et la Ville. « Ce travail en réseau, chacun dans son domaine, est

un point fort du territoire », rappelle Jacques Parodi, le directeur de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations en Ille-et-Vilaine (DDCSPP 35). Ses équipes interviennent très peu directement au contact des personnes à la rue, mais elles jouent un rôle de coordination et d'ensemblage, notamment sur le plan financier. De nombreux acteurs de terrain s'étaient émus de la diminution de la participation financière de l'État en 2012, ramenée de 200 000 à 160 000 euros par an. Malgré tout, d'après les témoignages recueillis auprès des associations, le dialogue avec les services de l'État fonctionne plutôt bien, grâce notamment à la présence d'interlocuteurs clairement identifiés depuis plusieurs années. C'est le cas notamment de Gaëlle Danton, véritable mémoire des actions menées dans le département en faveur de ces publics en grande précarité.

Plateforme de l'errance

Et l'avenir ? Les partenaires de la démarche souhaitent pouvoir la poursuivre et l'améliorer. « Il n'y a pas de recette miracle : C'est un travail de longue haleine, il faut en général une bonne année de suivi avant qu'il ne se passe quelque chose. C'est parfois épuisant. Mais le retour des jeunes qui s'en sortent est un formidable témoignage pour les autres et un encouragement à poursuivre », souligne Damien Morineau, de la Mission locale.

De nouveaux partenariats sont en cours avec des associations locales (le foyer de jeunes travailleurs Les Amitiés sociales, le Foyer Saint-Benoît Labre). Les liens avec le restaurant social le Fourneau devraient également être renforcés, à la faveur d'une convention qui permettra à la Mission locale d'y réaliser des temps de rencontres collectives régulières. Mais le grand projet, régulièrement cité, consiste à relancer une véritable Plateforme de l'errance pour l'agglomération rennaise. L'idée avait été émise lors de la publication de l'enquête réalisée en 2009 par l'Apras sur les jeunes à la rue à Rennes. Quelques réunions avaient eu lieu, mais l'initiative s'était rapidement essouffée. « Cela permettrait d'offrir un lieu de partage et de travail commun pour les acteurs de terrain. Afin de mutualiser les bonnes pratiques, faire du lien », explique Philippe Le Saux, le directeur de l'Apras. Reste à trouver la bonne formule pour concrétiser cette initiative et l'inscrire dans la durée. ■

COMPAGNONS D'EMMAÛS

Recycleurs de révolte et d'espoir



RÉSUMÉ > *Aux Compagnons d'Emmaüs, on rencontre beaucoup d'hommes venus pour quelques jours, et qui vingt plus tard, sont toujours là. En Ille-et-Vilaine, le siège de la communauté fondée par l'Abbé Pierre se trouve à Hédé, mais les compagnons disposent également d'un local de vente rue de la Donelière à Rennes. C'est là que Gilles Cervera a rencontré six d'entre eux. Chacun a son histoire, ses passions, sa révolte. Derrière leurs mots et leurs non-dits, se dessinent des parcours de vie cabossés. Mais emplis d'humanité.*

La Donelière, c'est le nouveau quartier de l'économie sociale et solidaire, entre Rennes et Saint-Grégoire. C'est là que sont installés depuis bientôt deux ans les Compagnons d'Emmaüs, que l'on avait connus naguère rue des Ormeaux. À la Recyclerie, ils disposent d'un point de collecte des objets usagés qu'ils remettent en état et proposent ensuite à la vente.

Joël, ses tickets et son comptoir

Derrière le comptoir de la Recyclerie, il y a Joël, sa barbe fleurie, « charlemagnesque », ses lunettes fines. Son immense tignasse dorée en dépasse. Il me voit venir depuis un moment, il sait que je veux qu'on discute. Il veut bien mais me dit qu'il n'aime pas ça. Il est là depuis 1991, compagnon dont l'exactitude est une science, et pour savoir depuis quand il est compagnon, il prend

GILLES CERVERA est psychothérapeute et formateur. Il est membre du comité de rédaction de *Place Publique* Rennes.



TEXTE ET PHOTOS > GILLES CERVERA





l'énorme calculette et soustrait les années. 2013 - 1991, vingt-deux ans. Sauf qu'il y est venu pour passer quelques jours, allez, quelques mois. C'est souvent le cas ici, depuis le coordonnateur jusqu'à tous les compagnons. Ils viennent pour un dépannage, quelques jours... Vingt ans plus tard, voilà, c'est là qu'ils sont.

Joël vient de Nantes. Il y a fait les vendanges et puis le voilà ici, à la Donelière. Derrière son comptoir. Il délivre les tickets. Les gens choisissent, il fait le ticket, ils vont à la caisse et reviennent prendre leur nouveau bien. Certains lui serrent la main. Il a des clients fidèles depuis dix ans. Un monsieur passe, le salue par son prénom, sa fillette lui donne une chips ! En cadeau. « Un gâteau », dit Joël qui le pose fièrement sur le comptoir.

Il défend ce principe des tickets car il sait que sinon, certains partiraient sans payer. Pour l'instant, c'est une dame et son mari d'origine étrangère qui se font répéter plusieurs fois le prix par Joël. Il confirme : « oui, oui, cinquante centimes ». Ce n'est pas assez cher pour les

gens qui veulent payer par carte. « Pour certains, ce n'est pas assez, pour d'autres c'est trop ! ». Joël leur conseille de chercher autre chose.

Joël a fait tous les postes offerts par les Compagnons: le camion, le quai, le triage, il s'est occupé aussi de la chaudière de la Communauté. Il a tout appris, ici. Le voilà à la vente. « C'est mieux, la vente, dit Joël, on voit du monde. On se reconnaît. Avec quelques clients, il y a de l'amitié ». Oui, de l'amitié, il insiste. « C'est comme partout chez les Compagnons, il y a ceux qui sont bien et d'autres moins. J'arrive à la retraite, je resterai là ». Les bonnes relations, les difficultés, même entre Compagnons ? « Ça fait partie de la vie », voilà ce qu'il dit. Quittons Joël et sa barbe fleurie, ses mots doux, ses bonnes manières.

Jean-Michel et ses donateurs

Jean-Michel est en plein courant d'air et, après trois quarts d'heure d'ouverture, il en est à son vingt-et-unième donateur. 21, il va le noter sur l'ordinateur. Comme cela qu'il les appelle, les gens qui se bousculent à la suite les uns des autres, se garent, vident les coffres, repartent. Au donateur, il donne les indications. Il n'arrête pas, montre le tas de vêtements, « oui, les chaussures ça va avec. Oui les draps sont repassés, avec les vêtements ». La donatrice semble déçue que Jean Michel ne remarque pas l'impeccable repassage. Ça va vite, Jean-Michel montre les livres entassés, il dit « c'est là », ou « c'est ici ». Il ouvre ses bras, montre des cartons pour ceux qui veulent repartir avec leurs sacs. Sous les draps bien repassés, la dame, sort des lunettes de ski. Évidemment, c'est un objet. Alors, avec les objets ! Il doit tout noter, « des DVD, il y en a combien ? » Il note vingt sur l'ordi. Et il inscrit aussi trois sacs de vêtements.

Jean-Michel est en plein courant d'air sans du tout s'en plaindre. Il aime le boulot. « J'ai 62 ans, je suis né en 54 », disons qu'il arrondit ! Barbe grise et rouflaquettes tonitruantes. On conclura vite qu'ici, la barbe fait partie des signes. Nous sommes chez les Compagnons, dans une des communautés pierristes comme il me sera dit plus tard. L'abbé Pierre est partout, dans toutes les têtes, mais aussi au mur, au guichet de l'entrée, derrière les comptoirs, beaucoup donc portant sa barbe et ses convictions.



Franck

Jean-Michel est du « signe du cancer ». Voilà ce qu'il me dit, car je lui avoue qu'à quelques mois près on a le même âge mais pas la même manière de le calculer. « Je picolais, me dit-il, voilà ce qui m'est arrivé. Cela peut-être écrit, je ne picole plus. Quelques bières, une fois le temps. » C'est le décès de sa femme qui l'a foutu en l'air, « j'avais envie de la suivre, dit-il, j'ai perdu toute ma famille suite à son décès, j'existais plus ». La preuve qu'il existe désormais, en bossant.

Il n'arrête pas, en est à son vingt-troisième donateur. Il prend tout en compte. Il bosse mais « sans avoir l'impression de travailler » tout en pointant que « c'est plus dur certains jours quand il y a beaucoup de monde ».

Jean-Michel vient de la campagne d'Ille-et-Vilaine. Pas loin. Il me dit le nom du bled à l'ouest de Rennes, il continue d'aiguiller les clients, il les charrie un peu, gentiment : « videz-les vos sacs, vous emmerdez pas ! ». Voilà une dame avec une trompette que Jean-Michel identifie aussi sec : « c'est une marocaine ». « Exact, répond la

dame, elle est en bon état mais je n'en veux plus ». Hop, dans les objets ! Jean-Michel la prend comme le saint-sacrement, la pose délicatement, à la verticale. La dame dépose un nid d'abeilles et un bibelot. Il note, on lui propose une casquette de carnaval mais n'échangera pas la sienne. Vissée pour la journée. Peut-être pour la vie.

Quand un énième donateur apporte une souris informatique, Jean Michel dit qu'il « va essayer de trouver un chat dans les parages ». Il faut dire qu'il se peut qu'il y en ait, en faïence ou en peluche, ou en vrai !

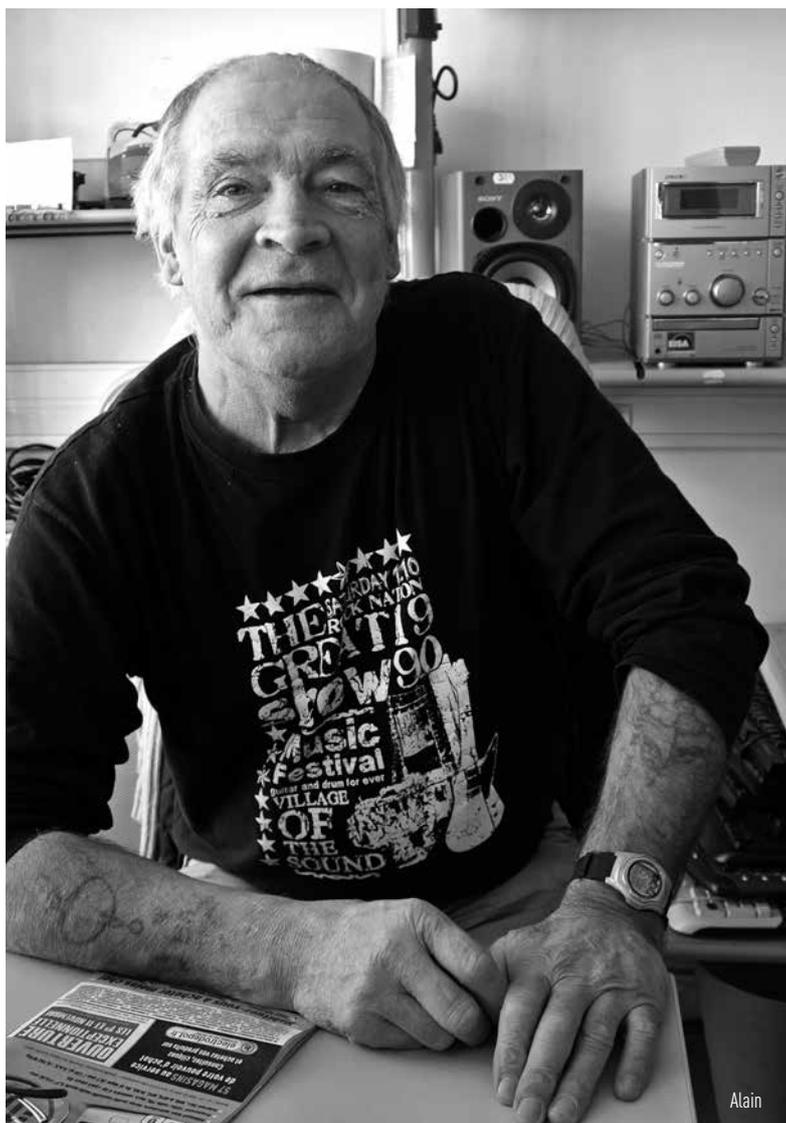
Franck, ancien compagnon désormais propriétaire

Est-ce un hasard de rencontrer Franck ici ? Sans doute pas, car il n'est plus compagnon mais il l'a été et il revient « voir les copains ». La chance a tourné et « maintenant elle est de mon côté ». Il est avec sa petite fille, jolie, qui lui prend la main, et à qui il adresse des mots doux et des regards encore plus. Sa casquette en



cuir est impeccable, sa tenue aussi, on voit que ça va, même s'il dit que cela n'a pas toujours été le cas. La clé, car c'est bien de cela qu'il s'agit, c'est qu'il est « devenu propriétaire ». Comme cela qu'il regarde l'ancienne galère, lucidement. Ni de haut ni d'en bas, à hauteur, lucidement. Il a été compagnon à trois reprises cinq ou six mois. Il y a tenu pas mal de postes, « chauffeur, menuiserie, réceptionniste ». La dernière fois qu'il y a passé du temps, c'était en 2002, plus de dix ans déjà. Il voyageait,

était logé, il travaillait dans la restauration, y compris à l'étranger. Et entre temps, la galère, donc, quelquefois pire. Il s'est réfugié chez les compagnons « pour éviter de faire des conneries ». Voilà ce que Franck dit. « Et des grosses ! Pour éviter de finir en taule ». Direction la Communauté. Et ce qu'il y appréciait et visiblement y apprécie encore, c'est cette forme « de marché à l'africaine ». Franck voyage quand il vient chez Emmaüs ! Il revient pour « penser aux potes décédés » et taper la discute avec les survivants. Il en a besoin. Il sait que certains ont du mal avec cette expérience, « pensant que ça reste dévalorisant », pas lui.



Alain

Alain, le testeur qui est « bien ici »

Alain vient du Nord. Il a connu au moins cinq communautés. Il se sent bien à Hédé, « c'est bien ». Il le répète à plusieurs reprises. Ici il a été « bien accueilli ». Son boulot, c'est de « tester les appareils ». Pas l'informatique, ça c'est un bénévole qui s'en charge. Non, lui c'est la hifi qu'il teste et sur sa belle chaise tournante rouge, il est assis au milieu, en effet, de tonnes d'écrans, de monceaux d'électronique, de baffles de toutes formes. « Toutes testées ». Tous les jours, avec les compagnons, il vient prendre le travail depuis Hédé. Depuis deux ans qu'il y est. Au départ, il se trouvait mieux à la campagne, « plus tranquille ». La ville, les tracasseries, le boucan, tout cela ne lui disait rien. Maintenant, il y est vraiment bien et il repart le soir vers Hédé.

D'une communauté l'autre, il a pu juger. Ici, ce qui a compté, c'est le responsable, Yannick. Il s'est tout de suite « entendu avec lui ». Il déteste ceux qui « veulent commander pour commander ». Ici, il y est bien, « ni catholique, ni protestant, neutre ». Voilà la neutralité d'Alain, c'est, aujourd'hui, d'être « bien ».

Jean-Paul l'ancien terre-neuvas, ses dons et ses choix

Jean-Paul était marin du côté de Bordeaux. Il a été terre-neuvas et a failli y « crever plusieurs fois. Légionnaire aussi ». Jean-Paul a tellement à dire que d'abord il ne veut rien dire. Peut-être de peur de trop en dire. Nous le retiendrons. Nous ferons attention quand il nous parlera de « ses dons » si encombrants, du gars « venu de Paris avec ses dons et qui lui a dit que les siens à Jean-Paul étaient encore plus grands ». N'empêche que c'est lui qui a payé, « 600 francs » si j'ai bien compris.



Il parle aussi de saint Léonard, celui d'Andouillé-Neuville, auquel il s'identifie : « d'abord malfrat et puis après un saint. « Je marche au moral », voilà ce que dit Jean-Paul qui a quatre filles et un gars. Ce n'est pas à la Communauté qu'il les voit. Il « les comprend », leur dit que c'est « son choix ».

Il a été « veuf de bonne heure » et tout s'est écroulé. Sa femme pas enterrée, une psychologue lui a demandé ce qu'il allait faire de ses enfants. Souvenir intact. « Ma femme, c'était le bon dieu ». Alors ça a été de mal en pis. Il est reparti en mer, il en a voulu « à tout le monde ». Une de ces haines, « jusqu'au médecin qui n'a pas fait son boulot ».

Son choix, « c'est un choix ». C'est pour les valeurs, pour l'abbé Pierre que Jean-Paul est compagnon. « J'ai choisi ». Sous-entendu, de passer du bon côté. Il ajoute « pour me racheter ». Il fait partie du Conseil Communautaire à Hédé, l'instance « entre le Conseil d'administration et les Compagnons ». Jean-Paul, parfois, désespère d'eux : « un quart d'heure le soir à jouer aux cartes, c'est

trop peu et, après, tout le monde dans sa chambre devant sa télé ». Jean-Paul, c'est lui qui a proposé de produire un disque, en vente au guichet, pour l'Abbé Pierre, ça va sans dire, ou lui aussi qui a eu l'idée pour le calendrier qui montre « ce qu'on fait parce que les gens ne le savent pas assez ». Il s'y est pris trop tard mais l'année prochaine, il espère qu'il se fera, le calendrier.

Jean-Paul passe un peu du coq à l'âne, mais s'agissant de lui, ce n'est pas un jeu de mot de dire que c'est plutôt du coq à l'âme. Il trouve que « c'est un exploit de venir à Rennes depuis la communauté ». Bernique les dimanches ou les jours fériés. « Pas normal, une chose pareille ! ». Il sait qu'en 2013 ce n'est plus pareil, alors il repense aux paroles de sa chanson, c'est lui qui les a écrites. Il aime Balavoine et Renaud, il les connaît par cœur. Il m'apprend que Daniel Balavoine s'appelait Henri et lui a fait une dédicace précieuse : dans un monde où le plus beau reste à faire et c'est signé. À ce moment, Jean-Michel lui apporte un carton d'outils, « depuis l'arrière-grand-père jusqu'au aujourd'hui ».





À gauche, Yannick Mollo responsable du local de ventes des compagnons d'Emmaüs à Rennes.

Et Jean-Paul nous apprend alors, à moi ainsi qu'à deux ou trois clients béats d'admiration, ce qu'est un « trusquin ». Voilà un vieil outil patiné qui se passe d'électricité alors que « dans les bateaux, maintenant, les équipages ne parlent pas la même langue et que tout est électronique ». Jean Paul est né à Rennes, près de la place Sainte-Anne, rue de Penhoët, où il y a des marches. Là qu'il a troué ses fonds de pantalon, mais pas que. Ce qui est « à retenir » de lui, c'est qu'il a inventé un proverbe : « quelque chose de court et qui est de moi : il vaut mieux avoir un avenir incertain qu'un passé qui laisse des regrets ».

Yannick, responsable discret et insurgé

Rencontrer le responsable, ce n'est pas si facile. Parmi tous ces hommes à barbes, Yannick Mollo passe inaperçu. Il descend d'un ascenseur des ballots énormes de vêtements, il bouge un carton, déplace une palette, il va au cul du camion, il dit à l'un, il dit à l'autre, il répond au téléphone, débrouille à flux tendu des histoires de clients qui attendent depuis tellement longtemps le passage du camion, ont relancé, et qui, découragés, veulent absolument voir le responsable. C'est lui, Yannick Mollo. Comme son nom ne l'indique pas, il y va, il

parle, s'insurge, voilà ce qui le définit, à fond. Comme les autres, ses compagnons, il est venu vers la Communauté pour quinze jours. C'était en 1997. C'est l'abbé Pierre lui-même, oui lui-même, qui lui a demandé de rester. De devenir ce qu'il est devenu. L'histoire de l'abbé Pierre est un conte, une fable, une histoire d'homme debout, droit dans son humanité qu'il me redit à toute vitesse entre les chariots à pousser, les portes ouvertes et les compagnons qui le hèlent. Il me dit tout, l'appel de 54 bien sûr, le mépris des autres, la quarantaine qui dure un an et demi, l'abbé Pierre interné en Suisse. Ils le disent fou, ils le rendent malade. Il revient, il redonne de la voix, reprend sa gestion, « son chéquier ». Yannick Mollo est intarissable, sur le naufrage au retour d'Amérique latine et le corps de l'abbé Pierre entassé parmi les naufragés. Mais ce corps se relève, un homme droit. Debout.

Il n'y a que cela qui compte pour Yannick Mollo. Il nous faudra le revoir car sur toutes ces questions de gestions de la misère, d'organisation de la charité (pas un mot dans sa bouche, ça), il a quelques idées. Il est insurgé comme l'Abbé Pierre l'y a incité. L'insurrection, face à l'inacceptable et les solutions contre le discours. « Dix mille euros par an » redistribués localement, en lait, en hébergement, en aide concrète. Sur les femmes seules, les migrants paumés, Yannick Mollo est aussi intarissable.

Il n'arrête pas. Il continue, file à grands pas d'un coin du hangar à l'autre. À ce moment précis, il devrait être à Hédé, il est attendu pour le chantier sur le château de Beauvoir. Où l'on restaure entre autre la chambre où l'abbé Pierre venait souvent faire la pause. Il se réfugiait à Hédé car c'est de là que beaucoup d'initiatives sont parties. Dans le détail, il faudrait à nouveau rencontrer cet homme qui raconte Charles Tillon ou le père Jules comme s'ils étaient là, la résistance comme son plat du jour et sa présidence passée de l'UDAF Bretagne qui lui a permis d'avoir, entre autres, cette science sociale et cette technique de l'humain nommée « réponse ».

Quand il s'agit, comme dimanche dernier, de porter du lait à une famille qui en manque, Yannick Mollo ne tergiverse pas longtemps : il y va. « Provocateur, insurgé, capable de dire merde à tout le monde », voilà son credo ! ■

RÉSIDENCE SOCIALE

Le Foyer Saint-Benoit Labre se construit un avenir

RÉSUMÉ > *L'association fondée en 1936 pour venir en aide aux plus démunis multiplie les projets d'envergure pour améliorer les conditions d'accueil. Elle vient de poser la première pierre d'une résidence sociale-pension de famille, rue de Fougères. Un bâtiment moderne et fonctionnel pour favoriser le retour à un habitat normal. Mais les actions d'urgence n'en sont pas oubliées pour autant, à l'image du 115, que l'association gère au niveau départemental.*



TEXTE > **XAVIER DEBONTRIDE**



QUÉRÉ & JOUAN ARCHITECTES

À l'emplacement du 111, Rue de Fougères, à côté de la superette, le terrain nu n'attend plus que les grues. C'est dans ce quartier cosu que s'élèvera, en 2015, la résidence sociale - pension de famille Daniel Ravier. Portant le nom de l'ancien directeur de l'association Foyer Saint-Benoît Labre, décédé fin 2011, ce bâtiment moderne et fonctionnel comprendra 27 logements destinés aux personnes en difficulté.

Pour la vénérable institution rennaise d'aide aux plus démunis, fondée en 1936, cette initiative prend valeur de symbole. Elle répond en effet aux besoins d'autonomie des résidents. De la rue, rien ne distinguera la vocation singulière du lieu. Edifiée sur un terrain acquis par la ville de Rennes en 2008, la future résidence a été conçue par les architectes Gilbert Quéré et Christophe Jouan selon les normes de construction les plus récentes. Dans un souci d'économie de fonctionnement, elle affichera un niveau de performance énergétique élevé. Elle offrira ainsi une réponse adaptée à la question délicate de l'hébergement temporaire et de réinsertion sociale. Ce vocable un brin administratif désigne une forme intermédiaire entre le foyer d'urgence et l'habitat pérenne, avec un accompagnement social des personnes en difficulté.

La résidence accueillera ainsi un double public. Les 18 logements de la maison relais seront réservés aux personnes identifiées par les services d'action sociale, qui, tout en ne relevant pas ou plus d'un accompagnement lourd, ne disposent pas d'une autonomie suffisante pour s'assumer seuls dans un logement classique. Les 9 logements de la résidence sociale seront quant à eux occupés





Des espaces communs partagés facilitent la vie collective.

compléter un dispositif organisé autour d'une triple mission : accueillir, héberger et accompagner les personnes en difficulté, en les aidant à passer progressivement du statut d'hébergé à celui de locataire.

Saturation du 115

Ce parcours commence souvent avec l'appel passé au 115, le numéro d'urgence gratuit géré par l'association pour l'Ille-et-Vilaine et qui permet théoriquement d'obtenir une chambre pour la nuit. « L'objectif du 115, c'est vraiment la mise à l'abri. Nous travaillons avec cinq écouteurs et il y a toujours quelqu'un au bout du fil », explique Julien Le Dren, responsable des services d'urgences au Foyer Saint-Benoît Labre. Mais les places, elles, ne sont malheureusement pas toutes au rendez-vous. Le service est saturé – il reçoit 48 000 appels par an – et dès le début de la matinée, il est quasiment impossible de trouver une solution d'hébergement pour le soir. Le département ne recense en effet « que » 238 places, dont environ 150 à Rennes, la plupart dans le parc hôtelier de la ville, mais aussi, par exemple, dans le Centre d'hébergement d'urgence (CHU) de la rue Monsieur Vincent, appartenant à Archipel Habitat et géré par l'Association. Inaugurée en septembre 2012 dans le quartier de la Poterie, dans les anciens locaux de la caisse d'allocations familiales, agrandis et rénovés pour l'occasion, cette résidence à la façade habillée d'un élégant bardage en bois dispose de 40 places d'hébergement. Fait notable : l'établissement propose désormais cinq chambres pour les familles, qui représentent une part non négligeable (38%) des appels reçus au 115. À ces 40 places de la rue Monsieur Vincent s'ajoutent 9 places « diffuses », (au sein de « CHRS éclatés ») réparties dans l'agglomération rennaise. Ces studios, T1 ou T3 permettent eux aussi de préparer la sortie vers un logement de droit commun. Les bénéficiaires y séjournent en moyenne près de six mois, selon les statistiques de l'association. Le temps, là encore, de se reconstruire progressivement.

par des personnes en difficulté sociale et/ou économique, qui peuvent toutefois accéder à un logement autonome, en bénéficiant de l'appui éventuel d'un travailleur social. Aucune limitation de durée d'occupation ne sera fixée a priori, afin de permettre une meilleure intégration.

Financement européen

Originalité de ce projet d'un montant de plus de 3,5 millions d'euros, conçu en partenariat avec Archipel Habitat : il a bénéficié d'un financement important des fonds européens Feder (21%), aux côtés de l'Etat (23%), de Rennes Métropole (30%). Thierry Repentin, ministre chargé des affaires européennes et fin connaisseur du logement social, a d'ailleurs qualifié l'initiative rennaise de « sas vers la dignité et la reconstruction de soi-même », lors de la pose de la première pierre, fin octobre 2013.

C'est en effet l'enjeu principal du dispositif : encourager le retour progressif à l'autonomie des résidents, vers un logement « classique ». La vie collective sera facilitée par l'existence d'espaces communs partagés, notamment pour les repas. De quoi lutter contre l'isolement souvent très mal vécu par les personnes en difficulté, qui accèdent à un appartement traditionnel en ayant perdu leurs repères traditionnels et les solidarités de la rue.

Le Foyer Saint-Benoît Labre connaît bien les difficultés de ce public qu'elle accompagne depuis plus de 75 ans. La future résidence Daniel Ravier viendra ainsi

Nombreux projets

Le siège historique de l'association, rue du Bois-Rondel à Rennes, abrite quant à lui, un CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion sociale) doté de 60 places,



RICHARD VOLANTE

uniquement destinées aux hommes seuls. Aux 51 places d'insertion proposées dans ce cadre viennent s'ajouter les 9 places du dispositif de stabilisation, ainsi nommé car il permet aux personnes malades ou en situation de fatigue extrême de reprendre des forces et d'imaginer un projet, avec le soutien des équipes d'accompagnement spécialisées, et sans limitation de durée a priori.

Comme le souligne Pierre Grasset, le président du Foyer Saint-Benoît Labre, les projets ne manquent pas :

« nous travaillons actuellement à un la création d'un Point accueil de nuit (PAN), qui permettra d'offrir une halte nocturne, sans couchage, un peu à l'image du point d'accueil de jour Le Puzzle, géré par la Sauvegarde. Nous avons également un projet de restructuration du foyer de la rue du Bois-Rondel, afin d'améliorer nos conditions d'accueil », explique-t-il. Ses équipes le savent bien : la lutte contre la précarité n'est jamais définitivement gagnée. ■



GEORGES FORTUNA

Ancien raveur, sculpteur de rêves

RÉSUMÉ > *Ses mégasculptures métalliques trônent désormais sur un rond-point ou sur les parkings des Mc Donald's. Mais l'artiste vit toujours dans son camion au cœur de l'Élaboratoire, ce collectif d'art alternatif installé dans le quartier rennais de Baud-Charbonnet. Rencontre avec un ancien raveur devenu sculpteur sans renier ses valeurs.*



TEXTE ET PHOTOS > **CHRISTINE BARBEDET**

Boulevard Villebois-Mareuil, Raoul le robot toise l'automobiliste du haut de ses sept mètres de ferraille soudée. Bienvenue au « 48 », le village de L'Élaboratoire, « collectif d'art alternatif ». Une cour des miracles pour les uns, un lieu de retrouvailles pour les autres. Le géant métallique appartient au bestiaire imaginé par Georges Fortuna, une figure du lieu. « L'atelier de Georges ? Il y a une tête de mort peinte sur le hangar, mais il est peut-être dans son camion, le deuxième à gauche. » Silhouette émaciée, sans cesse en mouvement, casquette sur la tête, Georges Fortuna apparaît, souriant.

« Fortuna ? C'est mon vrai nom ! On pense que cela veut dire "fortune", mais c'est un mot latin qui signifie "chance". C'est vrai, je crois que je suis chanceux ! », lâche-t-il. Le matin même, invité par Evolution, une coopérative leader français de la sélection et de la reproduction en races bovines, il inaugurerait à Blain, en Loire-Atlantique, un taureau monumental en acier, qui trône désormais au milieu du carrefour de la route de

Nantes. Une commande réalisée en mémoire de Joko, reproducteur aux performances génétiques rares. « C'est mon premier rond-point. J'aimerais en avoir d'autres, car un rond-point, c'est populaire ! Tout le monde passe devant. Pas besoin de pousser la porte d'un musée ». Georges défend l'idée d'un art accessible au plus grand nombre. « Pour les prix, c'est pareil. Je m'adapte en fonction de ce que les gens peuvent mettre. J'ai aussi appris à mes dépens à ne pas brader. Il faut savoir vendre pour vivre ». Et d'ajouter, l'œil pétillant : « Cela fait seulement trois ans que je vends. Ma maman est fière de cette reconnaissance. Beaucoup de gens ici ne se rendent pas compte des répercussions pour L'Élabo. Nous, les artistes, nous sommes des ambassadeurs pour montrer qui nous sommes vraiment à ceux qui nous considèrent comme des rebuts et des fainéants. Je bosse plus qu'un ouvrier ! », affirme-t-il.

Six pièces sur les parkings de McDo

En 2010, une rencontre improbable avec le monde économique marque un tournant dans sa vie d'artiste. Mario Piromalli, patron d'une vingtaine de restaurants McDonald's en Ille-et-Vilaine, lui rend visite sur les conseils d'un galeriste rennais. « C'est comme si nous avions laissé tomber nos uniformes de guerre. Nous étions deux bonshommes qui nous parlions droit dans les yeux », raconte Georges. L'homme d'affaires passe commande pour six pièces, installées depuis sur les parkings de ses restaurants. Le sculpteur essuie alors une salve de critiques de la part de ses pairs qui le considèrent comme un « vendu ». « C'était n'importe quoi. C'est Mario qui est venu à nous ! On ne peut pas se plaindre d'être des exclus, si nous-mêmes nous excluons les autres... ».



CHRISTINE BARBEDET, journaliste et plasticienne. Elle est membre du comité de rédaction de *Place Publique Rennes*.



L'artiste a eu carte blanche pour réaliser ses œuvres, avec pour seule contrainte de ne pas effrayer les enfants et de sécuriser ses installations. Cette commande est son premier tremplin. « Aujourd'hui, je réalise des sculptures plus petites pour les particuliers, souvent plus âgés, qui m'achètent des pièces. Le pouvoir d'achat, hélas, n'est pas dans les mains des jeunes ! » Il y a peu, un médecin lui a passé commande en lui proposant de travailler sur la vanité. L'artiste le prend au mot et mène ses recherches. « J'adore ce genre de travail. Je lui ai fait trois pièces, il a choisi celle qui lui plaisait. Il m'a demandé depuis de lui réaliser un fétiche ».

Une vie rude, mais assumée

Le carnet de commandes de l'ancien raveur faiseur de rêves se remplit au gré des rencontres humaines. « Mes rêves à moi ? Je n'en ai pas... Si j'avais des tunes, je crois que j'achèterai un camion neuf qui peut rouler. Un appartement ? Jamais ! Ma vie en camion je l'ai choisie et elle me plaît. Par contre, je me dis des fois que j'aimerais avoir un lieu à moi, plus sûr, sans risque d'être mis dehors comme ici. Je serai aussi certain de retrouver tout ce que je laisse, même après trois mois d'absence ! ». Et d'ajouter, philosophe : « Vivre avec la marginalité, ce n'est pas toujours simple... ».

Pour l'heure, l'artiste plasticien déplore le départ prochain de ses compagnons du spectacle qui quitteront bientôt le site de l'Élaboratoire pour s'installer à proximité de l'ancienne mine de Pont-Péan. « La Ville de Rennes a bien réussi son coup : elle va nous diviser géographiquement ! », regrette Georges. Une façon pour lui d'évoquer une situation précaire dans un quartier en mutation urbaine... qui dure depuis quinze ans. « Ici, c'est l'autogestion, pas de chef. Les décisions sont prises ensemble. Dès fois, c'est pénible, car les décisions tardent à venir. Il faudrait sans doute un leader... ». La rotation des occupants est importante. Il y a six ou sept ans, Georges et sa copine d'alors arrivaient de Clermont-Ferrand, en camion. « J'ai trouvé mon espace petit à petit. Les anciens étaient écoutés, ils avaient de l'expérience. Ce qui les énervait chez les jeunes que nous étions alors, nous énerve à notre tour aujourd'hui. Avec la différence des générations, la mentalité est différente. C'est bizarre ! » À 36 ans, l'heure de la maturité aurait-elle sonné pour Georges ? ■



Un bestiaire métallique tentaculaire

Le bestiaire de Georges est tentaculaire et monumental. « J'ai commencé par la peinture en free party. Je faisais un peu de déco sur de grandes toiles. Puis mon projet a pris du relief. Je suis parti sur de la sculpture et j'ai fabriqué des pièces de plus en plus hautes qui sont devenues des robots ». Ces derniers prennent corps dans un vaste chaos pour celui qui n'a pas l'œil de l'artiste. « C'est comme quand tu changes de pot de fleurs, les racines qui étaient à l'étroit, se développent. En arrivant ici, à L'Élaboratoire, mon travail a pris de l'ampleur. » L'artiste se dit avant tout ferrailleur. « La récup' pour moi, c'est important, mais je ne suis pas écolo. Même pété de tunes, je n'achèterai rien, sauf le consommable. On gaspille grave ! », juge-t-il. Chaque objet découvert est source d'émerveillement. « L'objet jeté pour moi n'est pas mort. Je collectionne tout, des boulons, des morceaux de métal, des outils... Il y en a qui sont tellement beaux qu'on pourrait les encadrer. » C'est l'objet qui guide la mise en forme d'une histoire, car, reconnaît Georges, « je ne suis pas assez structuré moi-même pour planifier mon travail, en montant des plans. Je fais avec le destin ! ».

TERRITOIRE

Où sont les marges dans une ville archipel ?

RÉSUMÉ > Où sont les marges à Rennes ? Dans quels interstices de la ville se glissent-elles ? Sont-elles toujours visibles ? Que disent-elles de notre société, de notre « vivre ensemble » ? Gilles Cervera tente de répondre à ces questions qui touchent à l'essentiel. Pour illustrer son texte, Place Publique a sollicité l'artiste rennais Antoine Martinet, alias Mioshe, adepte du street-art qui a réalisé une œuvre originale en résonance avec le thème de ce dossier consacré aux marges.



TEXTE > **GILLES CERVERA**

ILLUSTRATION > **MIOSHE**

Où sont les lisières à Rennes, ses franges ? Ces formes sans forme qui caractérisaient les barrières d'antan ? La ville était resserrée jadis autour de sa cathédrale et de son beffroi et c'était de chaque côté de ses remparts que s'installaient, au fur et à mesure, les arrivants les plus pauvres. D'abord à l'extérieur, en territoire plus menacé puis sous les remparts intérieurs, davantage abrités. Voir désormais les talus du périphérique parisien, mais à Rennes ? Où s'installent les marges ? Que leur reste-t-il ? Un îlot du barreau de Pont Lagot ? Des caravanes aux Gayeulles ? Des camions dans le village d'Alphonse près de l'Élabo ? Ou dans des entre-deux, entre Chartres et Pont-Péan, entre Le Hil et nulle part ?

Si l'on pose qu'une des fonctions citadines est le brassage, l'accueil, les mixages et les digestions de population ; si l'on pose en second que la ville est un contenant – « une forêt » disait Lévi-Strauss – où loger son corps et chercher sa nourriture ; si, enfin, nous sommes certains

que la fonction première de la ville est un autosupport de soin, alors, nous devons être inquiets des amenuisements progressifs de la matérialité des zones de marge, voire de sa disparition programmée. Les programmes immobiliers, la densification, poussent à la marge mais détruisent ses territoires.

Marges diluées

Si l'on refoule les marges de la ville au plus loin, si l'on pousse les confins aux confins, le risque est grand de ne plus récupérer les plus fragiles, de ne plus les retenir ni nous lier à eux – donc les lier à nous.

En fait, au lieu de repousser les marges, la ville nouvelle les force de plus en plus à se cacher, à se diluer, mais les marges restent. Leur dissolution est possible, pas leur disparition. Car elles dépendent organiquement du centre : là que les pauvres des plus pauvres mendient, rapinent, braconnent ou glanent, bref « survivent sur la bête ».

La ville des marges a sa géographie de rues, de chemins, d'interstices, de terrains vagues, de chantiers à l'arrêt, tous no man's' land dont les emprises floues, les espaces abandonnés par le ferroviaire, les friches industrielles ou artisanales sont les lieux de prédilection. Les Prairies St-Martin ont tenu cet office. La zone Baud-Chardonnet a eu cette fonction, les rives de la Vilaine parallèles à la rue de Lorient, au dos des entrepôts. On voit l'utilité des rivières ou des rails, des ponts ou des passages, des parkings aussi ou des caves, où les habitants sans logis ni adresse se lavent, laissent leurs animaux s'ébattre ou trouvent sur leur tête des plafonds, fussent-ils provisoires.

La ville est une superstructure et ce sont les arrières, la « sous-structure » (l'underground ?) qui correspondent aux besoins de marge.

GILLES CERVERA est psychologue et formateur. Il est membre du comité de rédaction de Place Publique Rennes.

MIOSHE (Antoine Martinet), est un illustrateur rennais, graffiti-artiste. www.leprojetpilot.com







¹ Notons que le député nantais propose pour ces bas-Bretons qui n'ont « pas vocation à s'intégrer » qu'ils soient reconduits d'où ils viennent en apportant une aide substantielle à ces régions lointaines et déshéritées !

C'est sans doute la peur de l'étrange qui favorise ce refus de voir les espaces intermédiaires être ainsi appropriés, d'autant, surcroît d'inquiétude, que cette appropriation a lieu la nuit. En 1923, Siméon Flaissières, maire de Marseille, décrivait les Arméniens débarquant en ville : « La variole, le typhus et la peste se dirigent vers nous, s'ils n'y sont pas déjà en germe, pullulant depuis l'arrivée de ces immigrants dénués de tout, réfractaires à nos mœurs occidentales, rebelles à toute mesure d'hygiène », ni plus ni moins qu'aux yeux d'un député nantais de 1851 qui alerte par écrit son président du Conseil contre l'immigration des bas-Bretons, venus du Finistère. Citons le : « il faut éradiquer ces hordes sauvages », faisant encourir des « risques graves de choléra » dans la mesure où ces « sauvages dorment à plusieurs dans un lit »¹.

Risques d'une ville sans marge

Les marges servent ainsi, depuis toujours de zone absorbante, à la fois de cristallisation aux angoisses et d'interface acculturant entre ceux qui ont le toit et ceux qui n'en ont pas, soit qu'ils les refusent à ce moment-là de leur existence, soit qu'ils n'ont pas les moyens économiques ou psychiques de les supporter, soit encore qu'ils sont trop loin des codes de propriété ou d'habitation.

Inquiétons-nous d'une ville sans marge ! Où les plus fragiles, ceux qui oscillent entre l'incarcération – prison, hôpital psychiatrique – et les squats ou les porches, les ponts ou la rue, seront encore davantage privés de regard, de réciprocité, de ce lien même insatisfaisant qui les raccroche et les relie. C'est ce regard qui est sinon normalisant, a minima socialisant. C'est ce lien qui est incluant. Chaque indigent, assis sur le trottoir le dit que c'est parfois moins la pièce qui est attendue – car la manière de la jeter peut s'avérer attaquante – que le regard et la considération qui sont reconstituants !

La ville vient de cette histoire religieuse, qui dépasse les cultes et la charité aux portes des églises. La ville au fond représente une sorte de très vaste église où chaque maison, chaque appartement, chaque immeuble ont cette fonction symbolique double : d'habitat bien sûr mais aussi de possibilité du havre.

Il semble qu'avec les enclosures de plus en plus nombreuses – code d'entrée, fermetures d'impasse, des murs symboliques s'érigent et reproduisent au fond ce phénomène endémique des frontières de plus en plus hautes et de plus en plus excluantes. La ville inhospita-

lière est en cours de fabrication. Il reste à être attentif, à ne pas renoncer aux espaces publics, aux trottoirs, aux bas d'immeubles et à tous les fonds de jardin, les arrières de parc, les cours, ces coulisses qui servent de refuge aux plus démunis et, peuvent permettre leur retour. Car la marge non seulement se nourrit au centre mais est en totale dépendance avec le territoire de naissance. Il y a parmi les marginaux des errants du territoire, nés là, incapables de s'en éloigner, dans une aimantation douloureuse et irrésolvable. Le plus grave serait que les habitants des marges de la ville se sentent définitivement déportés, exilés ou totalement repoussés de chez eux. Les bannis au ban du lieu (banlieue) et au ban du lieu, aux marges de Rennes qui réussit tant bien que mal à éviter ce bannissement. Rennes est plutôt moins excluante, ce qui ouvre au retour de la marge vers les territoires normalisés.

Processus réversible

Il est normal que toute société, qu'elle qu'elle soit, soit, à un moment et par certains, refusée. Normal aussi que chaque société produise sa marge. C'est sa grandeur qu'elle facilite les allers et les retours. Nous pensons aux adolescents, aux adultes aussi, soumis à cet appel de la marge, à cette fascination de ne pas être serties par la norme. La ville doit permettre que le processus soit réversible. Mais il peut l'être d'autant que les marges ne sont pas repoussées toujours plus loin, que les cabanes, les squats, les tentes ou les abris de fortune ne sortent totalement du champ de vision.

Plaidons pour une ville d'accueil où le plus grand nombre est inclus et où, une minorité, à ses marges, se transforme, pour autant que des espaces leurs restent : institués ou non. Faisons attention à ce que cette belle expression rennaise de « ville archipel » ne force à l'insulaire, c'est-à-dire à des cités-îlots tellement fermés et conformés qu'entre eux s'installe un océan où sombrent nos sans lieux ni domiciles fixes. Ils sont des nôtres et forment aussi la ville. Laissons des friches pour les cabanes, ne craignons pas que s'installent ici ou là des caravanes, y compris en dehors des espaces institués. Laissons au libertaires la marge de liberté ! Où puissent se garer les camions de routards ou autres « bouillons ».

Écoutons-les, si l'on peut. Ils nous disent quelque chose de nous, ils racontent à leur manière la ville vue d'en bas, au ras de nos pas. ■

PAROLES D'ANCIENS DE LA RUE

De l'autre côté de la barrière

RÉSUMÉ > *Quitter la rue. Et après ? Comment vit-on lorsque l'on obtient un « chez-soi », après des mois ou des années de galère ? Rejoint-on la foule anonyme des gens « normaux » ou demeure-t-on à la marge, à jamais coincé entre deux mondes ? Quelques camarades du collectif « Le sac, ma maison » ont franchi ce pas. Ils témoignent.*



TEXTE > **AMÉLIE CANO**

Ils sont quatre, attablés dans la salle du fond. Nous sommes au 6, rue de l'Hôtel-Dieu, un lieu d'accueil ouvert aux routards et aux SDF, et animé depuis trente ans par un petit groupe de prêtres ouvriers. Autour de la table, Lucien, Patrick, Sébastien et Guillaume. Le plus âgé a 58 ans, le plus jeune la trentaine. Tous ont connu la rue, plus ou moins longtemps. Chacun dispose aujourd'hui de son logement. Mais le passage entre ces deux mondes n'est pas une sinécure. Lorsqu'on leur demande lequel est le plus difficile à vivre, ils réfléchissent. « Ça dépend des saisons », glisse finalement Sébastien en souriant. Passer du dehors au dedans n'est pas une évidence. Eux ont réussi, mais tous les anciens SDF n'y parviennent pas.

Quitter la rue et découvrir « ses vrais amis »

« Un de mes premiers apparts faisait 21 m². Je l'ai eu pendant un an, mais j'ai jamais dormi dedans. Je passais juste le matin pour prendre ma douche », se rappelle Sébastien. « Quand tu as vécu dehors, tu deviens un peu claustrophobe », explique-t-il. Après des années à la rue, il enchaîne les logements depuis douze ans. Avec des pauses. « Des fois, je partais trois ou quatre mois en vadrouille ». Sébastien a connu l'errance presque toute sa

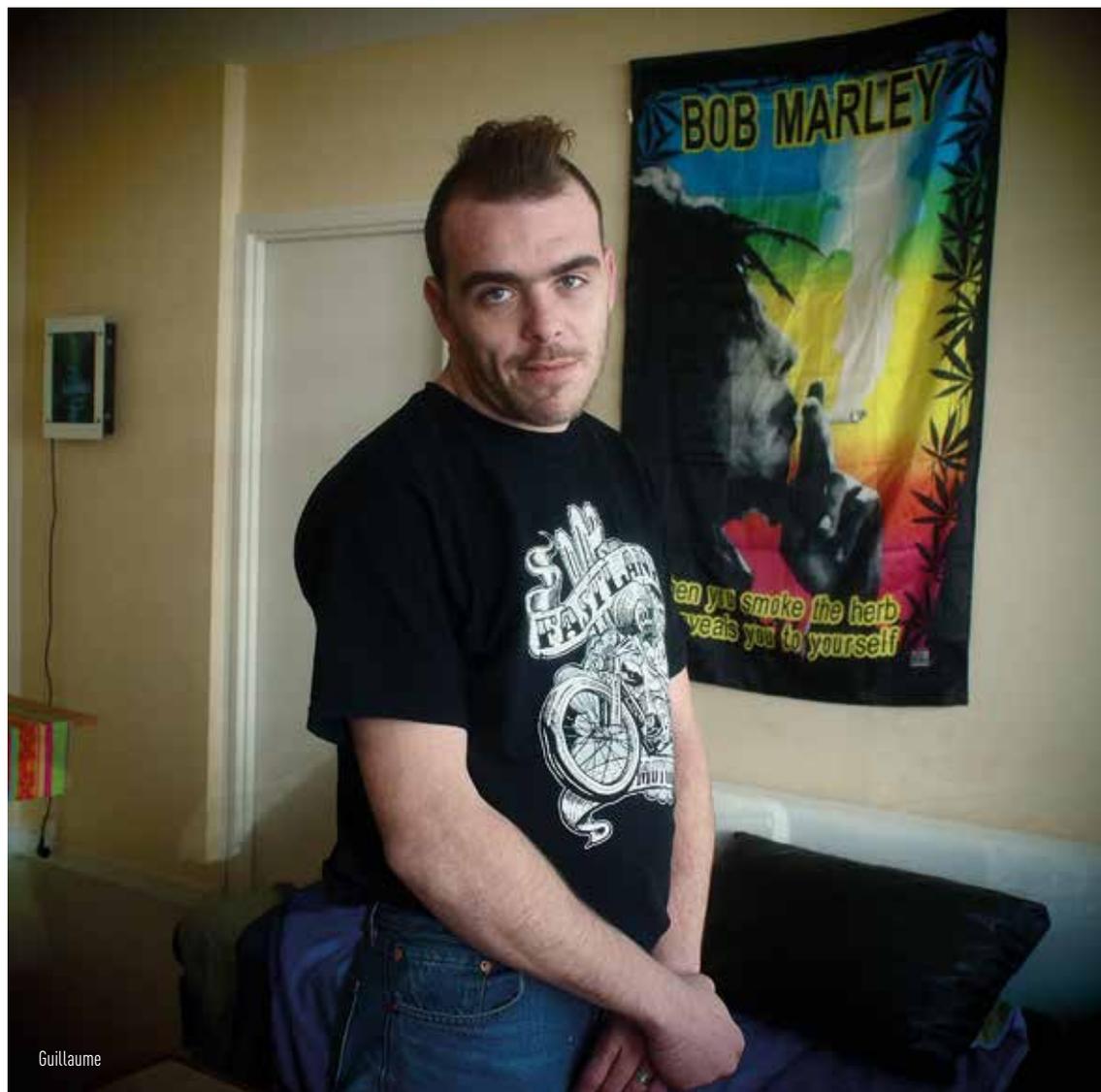


Nellie et Sébastien

vie d'adulte. Victime de maltraitance, il a quitté sa famille jeune et écumé le sud de la France avant de remonter vers le nord et de s'arrêter à Rennes. Ce qui l'a finalement décidé à s'installer définitivement dans un logement ? La naissance de sa fille, il y a dix ans. Avec sa compagne Nellie, ils vivaient à l'époque en squats. Aujourd'hui, ils habitent dans une maison à Rennes grâce à l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS), une structure originale spécialisée dans l'hébergement des ménages en difficulté dans l'agglomération rennaise¹. Nellie ne se verrait plus vivre à la rue aujourd'hui. Rencontre

¹ Lire l'article « L'AIVS : une agence immobilière pour les plus défavorisés », paru dans Place Publique Rennes N°4, mars-avril 2010, ou sur le site www.placepublique-rennes.com





quelques semaines plus tôt lors de la projection du film *Le sac, ma maison* au Triangle (voir encadré ci-contre), elle racontait alors la difficile transition que peut représenter l'accès à un logement. « On avait beaucoup de copains à la rue. Mais quand on s'est installé en appartement, on a découvert ceux qui étaient nos vrais amis », témoigne-t-elle. Passer de SDF à locataire peut entraîner de la jalousie ou du rejet chez certains anciens compagnons de galère. Des ruptures amicales difficiles à vivre lorsqu'on

a vécu en groupe durant des années. Construire une vie de famille ne va pas non plus de soi. La fille de Nellie et Sébastien partage sa vie entre ses parents et sa famille d'accueil. « C'est mieux pour elle », assure son père.

Troquer son sac contre une paire de clés

Guillaume, le benjamin du groupe, est « passé de 59 litres à 42 m² » il y a près de trois ans. « J'ai troqué mon sac pour une paire de clés », sourit-il. Après

Une partie des protagonistes du film réunis au 6, rue de l'Hôtel-Dieu en compagnie des prêtres-ouvriers à l'origine du projet *Un sac, ma maison*.



sept ans sur les routes, en passant par la case prison, sa relation au logement est nuancée. « Il y a un peu d'amertume car quand tu quittes la rue, tu perds une forme de liberté, explique-t-il. Quand tu vis dehors, tu n'as pas de contraintes administratives ou financières. Mais c'est quand même mieux pour la tête et la santé de se réinsérer ». S'il a réussi à franchir ce cap, c'est notamment grâce à sa compagne. D'abord logé par l'AIVS, il vient d'obtenir un appartement en HLM. « Ma mère m'a aidé pour la caution. Au début je savais même pas qu'il en fallait une », lâche-t-il en riant. Mais la vie « d'inséré » n'est pas forcément la plus facile à vivre pour lui. « C'est le système d'assistanat qui me fait chier. J'aime pas demander de l'aide et qu'on s'occupe de mes affaires. Je préfère me démerder que demander », explique-t-il avec ses mots. Mais Guillaume n'a pas vraiment le choix. Déclaré travailleur handicapé par la justice, il n'est autorisé à travailler qu'à temps partiel. « Ça m'arrange pas parce que je m'ennuie. J'avais trouvé un temps plein mais j'ai pas le droit. Je cherche un mi-temps dans la restauration via la MDPH (maison départementale des personnes handicapées, ndlr) mais il n'y a pas de boulot », se désespère-t-il. Du coup, il a déposé des annonces dans son quartier pour faire de la maintenance informatique. Et il joue à la console. « Elle m'a sauvé. Quand je joue, je pense pas et je fume moins », assure le jeune homme.

Difficile cohabitation avec les voisins

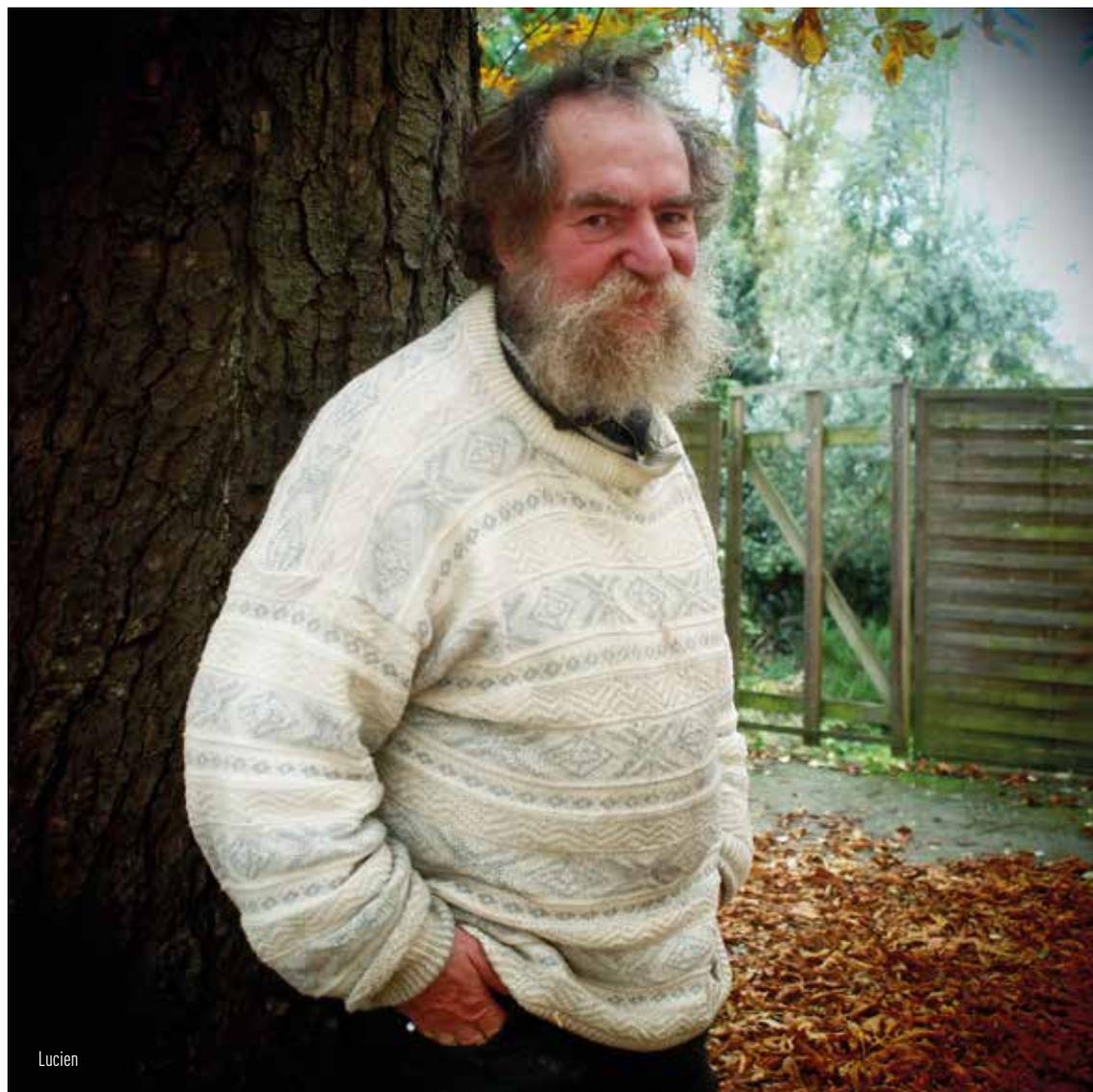
Lorsqu'on demande au petit groupe ce qui est le plus difficile à gérer dans cette nouvelle vie, la réponse fuse : les voisins ! « C'est pas facile de rester cool avec eux. Même si tu essaies de les rencontrer, eux ils ne veulent pas », regrette Guillaume, qui se félicite cependant d'avoir sympathisé avec l'un des locataires de son immeuble. « J'ai organisé une fête chez moi, une fois. J'ai voulu prévenir mes voisins, aucun n'a ouvert sa porte. Résultat, les flics ont débarqué pendant

Le sac, ma maison : un film humaniste

Tourné à l'automne 2011 à Rennes, ce moyen-métrage de 39 minutes réalisé par Emmanuelle Huchet et Eurydice Calmejane compile des récits de vie et des témoignages sur le rapport au sac à dos, ce compagnon de route des sans abris. Pudique et humain, le film laisse la parole à ceux que l'on entend rarement. « C'était un bouleversement de retracer ainsi sa vie mais c'était aussi une thérapie. On a pris le temps de prendre conscience de nos souffrances et de nos erreurs », témoigne Yves, l'un des protagonistes. Les prêtres ouvriers du 6, rue de l'Hôtel-Dieu sont à l'origine du projet. Leurs locaux sont ouverts depuis des années aux sans-abris et aux exclus. Chacun peut y venir librement pour boire un café, discuter s'il en a envie. Un lieu où règnent l'écoute et la bienveillance. Tous les témoins du film sont des visiteurs, plus ou moins réguliers, de cet endroit. Le projet, d'abord focalisé sur les récits autour du sac à dos, est devenu un film à la suite de la rencontre avec les réalisatrices. Inauguré au cinéma L'Arvor, il est diffusé uniquement lors de projections-débats en présence de témoins du film. Un petit livre et le collectif « Le sac, ma maison » sont également nés de ce projet.

la soirée », raconte Sébastien. Même son de cloche chez Patrick. Il vit dans un HLM à la Binquenaais après avoir passé 25 ans dans la rue. « Je ne parle pas à mes voisins. Un jour j'ai croisé deux jeunes dans le hall de l'immeuble. Ils m'ont appelé « le clochard ». Ce n'était peut-être pas méchant mais c'est une insulte, une forme de racisme », explique le quinquagénaire. Dans la journée, il fait la manche dans le quartier de Bourg-l'Évêque. Sa grande victoire, c'est son combat





contre l'alcool, cette addiction qui l'a mené à la rue. « Je suis abstinent depuis quatre ans », réalise-t-il avec émotion. De l'autre côté de la table, Lucien, 54 ans, n'a pas de problèmes d'addiction, une exception parmi la population sans abri. Mais la vie de cet homme cultivé, à la vénérable barbe blanche, a été entrecoupée de passages en hôpital psychiatrique. Récemment, il vivait dans une chambre de 9 m² au Colombier. Une exigüité insoutenable après avoir connu la rue. Depuis peu, il

a pu s'installer dans une petite maison à la campagne, en périphérie de Rennes. « Je m'y sens plus libre et j'ai moins de problèmes de voisinage », assure-t-il.

Retrouver son intimité

Emménager dans un logement peut aussi être une joie. Ou tout simplement un soulagement. Rencontrés au Triangle lors de la projection du film *Le Sac, Ma Maison* dont ils sont protagonistes, Lydie et Frédéric se



RICHARD VOLANTE

Patrick

sont bien adaptés à leur nouvelle vie. En la voyant avec sa fille accrochée à sa jupe, difficile d'imaginer que la coquette jeune femme a connu l'errance. Pour elle, la rue a été un moyen de fuir une famille maltraitante. « Je m'en rappelle surtout comme une période où j'étais libre et assez heureuse même s'il y a eu des moments tragiques. Je ne me suis pas retrouvée à la rue car j'avais perdu pied. Pas au départ en tout cas », se souvient-elle. La démarche de réinsertion, elle l'a menée en couple.

Aujourd'hui, elle travaille et vit en famille. Pour Frédéric, retrouver un appartement a été une délivrance. Expulsé de son logement parisien il y a plusieurs années, il n'a pas choisi de vivre dehors. « Ça a été un traumatisme et je ne m'en remettrai pas. Je suis comme fêlé », explique-t-il. « C'était très dur mais j'ai trouvé dans la rue une fraternité que je n'avais pas, à l'époque, dans ma vie ». Ce qu'il apprécie le plus aujourd'hui ? « Avoir retrouvé mon intimité ». ■